

MAITRE D'OUVRAGE : **CGSS**

MAITRE D'OEUVRE : **MAGMA ARCHITECTE**

COORDINATION SPS : **PREVENTIO**



AMENAGEMENT DES TRAVAUX PRENEUR

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Date	Désignation - Index	Rédacteur
30 Juillet 2024	Indice A - Création	M. BOULANGER

En application du décret 94 -1159 du 26.12.94 Articles L4532-2 et L4532-8 du Code du Travail

SOMMAIRE

1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE.....	6
1.1 PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET.....	6
1.2 ALLOTISSEMENT	6
1.3 PRESENTATION DES INTERVENANTS DE L'OPERATION	7
1.3.1 <i>Au titre du projet.....</i>	7
1.3.2 <i>Au titre des travaux</i>	7
1.3.3 <i>Au titre de la prévention</i>	7
1.4 SERVICES PUBLICS, CONCESSIONNAIRES ET DE SECOURS.....	8
2 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MOE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS	9
2.1 CONTRAINTE LIEES AUX CONDITIONS CLIMATIQUES	9
2.2 ACCES AU SITE DES TRAVAUX.....	9
2.3 ENVIRONNEMENT DU CHANTIER – ACCES AU CHANTIER - CLOTURE	9
2.3.1 <i>Balisage et accès au chantier.....</i>	9
2.3.2 <i>Maintien des voies empruntées par le chantier.....</i>	10
2.3.3 <i>Clôture du chantier</i>	10
2.4 RESTRICTION DES ACCES AUX CHANTIERS.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.5 CLOTURE DU CHANTIER.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.6 ZONE RESERVEE AUX ENTREPRISES – DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	10
2.7 DESSERTE DU CHANTIER EN FLUIDES	11
2.8 NETTOYAGE DU CHANTIER – EVACUATION DES DECHETS OU DEBLAIS	12
2.9 DEBROUSSAILLAGE - DEBOISAGE.....	12
2.10 AUTORISATION D'ACCES AU CHANTIER	12
2.11 PHASAGE DES TRAVAUX & PLANNING.....	13
2.12 PRODUITS ET MATERIAUX DANGEREUX.....	13
2.13 SECOURS INCENDIE – MATERIELS.....	13
2.14 REFERENCE AUX AUTRES PIECES DU DOSSIER	13
3 MESURES DE COORDINATION ARRETEES PAR LE COORDONNATEUR & SUJETIONS QUI EN DECOULENT	14
3.1 IDENTIFICATION DES RISQUES	14
3.2 ANALYSE DES INTERFACES PREVISIBLES.....	17
3.3 CIRCULATIONS HORIZONTALES	17
3.3.1 <i>Plans de circulation</i>	17
3.3.2 <i>Cheminements pour les personnels.....</i>	18
3.3.3 <i>Stationnement des véhicules légers.....</i>	18
3.4 CIRCULATIONS VERTICALES – POSTES DE TRAVAIL EN HAUTEUR.....	18
3.4.1 <i>Accessibilité, circulation, et travaux en élévation.....</i>	18
3.4.2 <i>Dispositifs d'Ancrage - Descriptions et recommandations de pose</i>	19
3.4.3 <i>Echafaudages.....</i>	Erreur ! Signet non défini.
3.4.4 <i>Règles générales.....</i>	19
3.5 FOUILLES ET TERRASSEMENTS	20
3.6 MANUTENTION.....	20
3.6.1 <i>Grues à Tour ou GMR</i>	21
3.6.2 <i>Grues mobiles</i>	21
3.6.3 <i>Grues auxiliaires.....</i>	21
3.6.4 <i>Autres moyens de levage.....</i>	21
3.6.5 <i>Manutentions manuelles</i>	21
3.7 APPROVISIONNEMENTS – STOCKAGE	22
3.7.1 <i>Approvisionnement.....</i>	22
3.7.2 <i>Stockage</i>	22
3.7.3 <i>Conditions de stockage et d'enlèvement des produits dangereux</i>	22
3.8 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	23

3.9	PROTECTIONS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES	23
3.9.1	<i>Protections collectives</i>	23
3.9.2	<i>Protections individuelles.....</i>	24
3.10	ECLAIRAGE DES POSTES DE TRAVAIL	24
3.11	INSTALLATIONS ELECTRIQUES DE CHANTIER	24
3.11.1	<i>Armoires et coffrets de distribution :</i>	25
3.11.2	<i>Conformité du matériel.....</i>	25
3.11.3	<i>Procédure d'habilitation</i>	25
3.11.4	<i>Organisation générale.....</i>	25
3.12	AUTORISATION D'INTERVENTION A PROXIMITE DES RESEAUX (AIPR).....	26
3.13	PREVENTIONS DES MALADIES PROFESSIONNELLES	26
3.13.1	<i>Les produits toxiques.....</i>	26
3.13.2	<i>Les vibrations</i>	26
3.13.3	<i>Risques chimiques.....</i>	26
3.14	GESTION DES INTERFACES - REUNIONS DE COORDINATION.....	26
4	SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	29
4.1	ENVIRONNEMENT DU CHANTIER – LIMITATION DES NUISANCES	29
4.1.1	<i>Horaire de réalisation des travaux.....</i>	29
4.1.2	<i>Nuisances sonores</i>	29
4.1.3	<i>Pollutions accidentelles.....</i>	29
4.1.4	<i>Dégâts éventuels – Remise en état des lieux.....</i>	29
4.1.5	<i>Émanation de poussière.....</i>	29
4.1.6	<i>Effluents.....</i>	30
4.1.7	<i>Propreté du chantier.....</i>	30
4.2	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	30
5	MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE	31
5.1	VRD PREALABLES AUX TRAVAUX	31
5.2	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	31
5.2.1	<i>Réseaux disponibles pour raccordement et alimentation du chantier.....</i>	32
5.2.2	<i>Vestiaires, Réfectoires et Sanitaires : toilettes - lavabos - douches.....</i>	32
5.3	PROPRETE DU CHANTIER – MAINTENANCE DES INSTALLATIONS	33
6	ORGANISATION DES SECOURS	34
6.1	DISPOSITIONS D'ALERTE	34
6.1.1	<i>Alerte.....</i>	34
6.1.2	<i>Appel des secours en cas d'urgence</i>	34
6.1.3	<i>En cas de découverte d'engins de guerre :</i>	35
6.2	DISPOSITIONS D'ACCES ET DE CIRCULATION DES SECOURS	35
6.3	PRESENCE DE SAUVETEURS –SECOURISTES- MATERIEL DE SECOURS.....	35
7	MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS – ORGANISATION GENERALE EN TERMES DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	36
7.1	COORDONNATEUR SECURITE.....	36
7.2	MISSION DU COORDONNATEUR SPS	37
7.3	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES.....	38
7.3.1	<i>Animateur prévention de l'entreprise, correspondant du Coordonnateur SPS</i>	38
7.3.2	<i>Déclaration d'intention de commencement des travaux.....</i>	38
7.3.3	<i>Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)</i>	39
7.3.4	<i>Constitution du dossier sécurité (Animateur en Prévention).....</i>	40
7.3.5	<i>Sous-traitants</i>	41
7.3.6	<i>Prestataire de services - Locatier</i>	41
7.3.7	<i>Personnel intérimaire</i>	42

7.3.8	<i>SYNTHESE pour production du PPSPS.....</i>	42
7.3.9	<i>Inspections communes</i>	42
7.4	REGISTRE JOURNAL.....	43
7.4.1	<i>Présentation générale.....</i>	43
7.4.2	<i>Mode de fonctionnement :</i>	43
7.5	MISE A JOUR DU PGCSPS	43
7.6	REFERENCES AUX PIECES DU DCE	44
7.7	RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX.....	44

Annexes

Annexe 1 : Mission du correspondant Sécurité au sein des entreprises

Annexe 2 : Liste des entreprises

Annexe 3 : Obligation de la carte du BTP pour tous les ouvriers du BTP à la Réunion

Annexe 4 : D.H.O.L.

PREAMBULE

Ce Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est établi en respect des dispositions des articles L 4532-2 à L4532-15 du Code du Travail. C'est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Ce PGCSPS peut être indicé après réception et examen des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des entreprises. Il ne modifie pas les mesures imposées par le contrat en matière de sécurité.

L'entrepreneur, l'entreprise, ou le titulaire (termes génériques) prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat, toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention, et se conformera aux obligations qui lui incombent, en respect du code du travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- Par le Maître d'Ouvrage (MOA), le Maître d'Oeuvre (MOE), et le Coordonnateur sécurité (CSPS), dans le présent Plan Général de Coordination de la Sécurité et de la Protection de la Santé (PGCSPS).
- Par le MOA et le MOE dans les pièces constitutives du marché qui ont une influence en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Par le coordonnateur de sécurité, qui a été désigné par le Maître d'Ouvrage pour l'opération considérée, lors de la réalisation des travaux.

Ces dispositions s'appliquent à tout intervenant qui aura conclu un contrat de prestation ou de travaux avec l'entrepreneur.

Chaque entreprise titulaire, faisant appel à un sous-traitant, un prestataire de service ou un travailleur indépendant, devra lui joindre obligatoirement le présent plan général de coordination au contrat établi quelle que soit la nature de ce dernier. Chaque entreprise (titulaire, ou sous-traitante), est responsable de la sécurité de son personnel dans le cadre de son contrat.

L'intervention d'un Coordonnateur SPS ne diminue en rien les responsabilités et obligations de chaque intervenant et participant du chantier vis-à-vis du code du travail. Les interventions du MOA, du MOM, du MOE, et du coordonnateur SPS ne dégagent en rien la responsabilité de l'entrepreneur et ne le dispensent pas de compléter les dispositions prises.

Néanmoins les moyens de sécurisation du chantier et du personnel, seront soumis, dans le cadre d'un PPSPS, à l'accord du MOE et du CSPS.

L'ensemble des prescriptions du présent PGCSPS ne se substitue pas aux obligations légales et réglementaires faites, par ailleurs, à tout intervenant, notamment :

- la déclaration d'ouverture de chantier - Art. L4532-1
- la déclaration d'intention de commencement des travaux (D.I.C.T.).

Le plan général de coordination peut être consulté par :

- Les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, appelés à intervenir sur le chantier
- Le médecin du travail
- Les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail
- L'inspection du Travail
- L'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics
- Le service de prévention des organismes de Sécurité Sociale

Le présent PGCSPS a été réalisé au vu des éléments du dossier DCE transmis par la MOE, et d'une visite du site.

Absence de CCAP joint au dossier.

1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

1.1 PRESENTATION SOMMAIRE DU PROJET

La présente opération est située au sein du site CASABONA à Saint-Pierre dans un bâtiment déjà construit.

Elle a pour but d'aménager de locaux de bureaux dans un immeuble déjà réalisé au sein d'un site occupé.

L'opération dite « Grand Sud : Aménagement Accueil et Travaux preneurs », a pour objet :

- L'aménagement complet du Rez de mail (RDM), livré brut, d'un immeuble de bureaux en accueil du public, entrée du personnel et locaux support,
- Des travaux d'aménagement de certains locaux en étage, portant notamment sur l'agencement des locaux communs : tisaneries, cafeteria et détente,
- Des travaux de réseau et d'équipements : Ensemble du câblage (CF/cf) des postes de travail et annexes, Equipements technologiques connectés du site (implantation, fourniture et raccordement des écrans, visio, sono, affichage dynamique, ...), Onduleurs et Groupe électrogène.
- Ainsi que les travaux d'aménagement des abords en terrasses.

ALLOTISSEMENT

Le DCE prévoit l'allotissement suivant :

- LOT 01 : G-O / DÉMOLITION / ÉTANCHÉITÉ / ESPACES VERTS
- LOT 02 : CHARPENTE / COUVERTURE / MÉTALLERIE
- LOT 03 : MENUISERIES INTÉRIEURES - AGENCEMENT
- LOT 04 : MENUISERIES EXTÉRIEURES
- LOT 05 : CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX-PLAFONDS
- LOT 06 : REVETEMENTS DURS
- LOT 07 : PEINTURE / REVETEMENTS SOUPLES / NETTOYAGE
- LOT 08 : ELECTRICITÉ
- LOT 09 : VDI
- LOT 10 : AUDIOVISUEL ET TECHNOLOGIQUE
- LOT 11 : CLIMATISATION / VENTILLATION
- LOT 12 : PLOMBERIE SANITAIRES / PROTECTION INCENDIE
- LOT 13 : SIGNALÉTIQUES

Le contenu des prestations à réaliser est précisé dans les CCTP et pièces graphiques correspondants.

1.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS DE L'OPERATION

1.2.1 Au titre du projet

Maître d'Ouvrage

CGSS
4 boulevard Doret
97400 SAINT DENIS
Représentant : Mr Philippe DUFRENE
Tél : 0684 64 01 22
Mail : philippe.dufrene@assurance-maladie.fr

Architecte Mandataire

MAGMA ARCHITECTURES
1 rue José Marti
97419 LA POSSESSION
Représentant : Richard MANIER
Tél : 0692 20 76 77
Mail : r.manier@magma-architectures.com

Contrôleur Technique

NON COMMUNIQUÉ

Coordonnateur SPS – Phases Conception & Réalisation

PREVENTIO
29, Rue des Bonites
97434 SAINT-GILLES LES BAINS
Représentant. : BOULANGER Maximilien
Tél : 0693 21 70 79
Mail : m.boulanger@preventio.re

1.2.2 Au titre des travaux

Les entreprises

Les entreprises seront recensées ultérieurement en annexe 2

1.2.3 Au titre de la prévention

Inspection du travail - DEETS

Inspection du Travail
Secteur Sud 45, rue Marius et Harry Leblond 97410
SAINT-PIERRE
Tél : 0262 940 717 Fax : 0262 940 778

CGSS (CRAM)

CGSS – Service Prévention des risques professionnels
4, Boulevard Doret – CS 53001
97741 SAINT-DENIS Cedex 09
service en ligne : www.cgss.re / www.net-entreprise.fr
Tél : 0262 90 47 00 - Fax : 0262 90 47 01

1.3 SERVICES PUBLICS, CONCESSIONNAIRES ET DE SECOURS

Administrations

Sous-Préfecture

18 rue Augustin Archambaud
97410 SAINT PIERRE
Tél : 0262 35 71 00

Collectivités Territoriales concernées par les travaux :

COMMUNE DE SAINT PIERRE
Rue Méziaire GUIGNARD
97410 SAINT PIERRE

Services Publics et Concessionnaires

EDF - GDF agence d'exploitation

EDF (sécurité dépannage)
Tél : 0 800 333 974

France Télécom- URR REUNION

Centre de Transmission - Service des L.G.D.
Route de la Vierge Noire - Rivière des Pluies
97438 SAINTE MARIE
Tél. : 02.62.20.57.03

Service des eaux

RUNÉO
45. rue du Four à Chaux
97410 SAINT PIERRE
Tél. : 0262 90 25 25 – fax : 0262 58 23 32

Organismes de secours

Police Secours	Tél : 17
Pompiers	Tél : 18
SAMU	Tél : 15 ou 112

Centre Hospitalier

Centre Hospitalier Sud Réunion
97410 Saint PIERRE

Tél. : 15 ou 02 62 35 90 00

2 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MOE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS

2.1 CONTRAINTES LIEES AUX CONDITIONS CLIMATIQUES

Le département de la Réunion étant soumis à des conditions climatiques à risques, notamment pendant les périodes cycloniques, chaque entrepreneur devra intégrer dans son P.P.S.P.S. les mesures de mise en sécurité et de protection du personnel, des engins de chantier, et de mise en sécurité de l'ensemble de son chantier.

Chaque entrepreneur devra souscrire un abonnement aux bulletins d'alertes de MetservicesPlus - BTP de Météo France, et les communiquer en temps réel à ses intervenants sur le site.

2.2 ACCES AU SITE DES TRAVAUX

L'accès au bâtiment se fera par le parvis du site CASABONA

Possibilité d'utiliser le parking du site pour les besoins du chantier.

- Ouverture des accès au parking à partir de 5h00
- Fermeture du parking allée de la piscine 22h00
- Fermeture du parking accès Nord 00h00
- Fermeture accès piétons rue Luc Lorion 23h30

Les livraisons se feront par l'accès pompiers de 05h00 à 8h00 du lundi au samedi.

Une partie du parvis en sol rouge. Est interdite au plus de 3,5T.

Dans le cadre de travaux de nuit, il est possible de faire des livraisons par l'accès pompiers à partir de 20h30.

2.3 ENVIRONNEMENT DU CHANTIER – ACCES AU CHANTIER - CLOTURE

Le chantier est situé sur une zone occupée par des commerces et du public.

Une attention particulière sera portée à la gestion des risques exportés vers les tiers présents sur le site.

La circulation et les accès des exploitants devront être maintenus et sécurisés en permanence durant les travaux. Les services publics et de secours devront pouvoir accéder aux parcelles exploitées et au chantier, en toute circonstance.

La circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier, notamment au niveau des accès aux zones de chantier

2.3.1 Balisage et accès au chantier

La signalisation au droit des travaux sera fournie et mise en place par le **titulaire du LOT 1**

Les barrières et panneaux mis en place devront être occultant et avoir une résistance suffisante au vent afin d'éviter leur renversement. Dans tous les cas, l'entreprise prendra toute disposition pour assurer la maintenance en l'état du dispositif, en particulier si celui gêne la circulation des publics extérieurs au chantier (trafic véhicules et piétons). La circulation publique sera prioritaire, notamment au niveau des accès du chantier, ou des installations.

Les points d'entrée et/ou de sortie du chantier devront être facilement reconnaissables grâce à une signalisation appropriée. Une signalisation sera également mise en place à ces endroits afin d'interdire l'accès aux personnes ou véhicules non autorisés à pénétrer sur le site.

Les accès aux chantiers devront permettre l'accès à tout type de véhicules (y/c véhicules de secours). Les accès devront être d'une largeur suffisante pour permettre aux véhicules d'entrer

ou de sortir sans faire de manœuvre longue et délicate. Chaque entreprise veillera à laisser en permanence ces accès libres de tout obstacle.

Le balisage de type « rubalise », trop fragile et sensible au vent, n'est pas autorisé sur le chantier. Pour mémoire, le grillage plastique orange n'est pas un dispositif agréé pour baliser un chantier.

Le titulaire du LOT 1 devra désigner un cadre de l'entreprise, qui sera responsable de la mise en œuvre et de maintenance de l'ensemble du dispositif. Il effectuera des contrôles réguliers portant sur la présence, l'état, la convenance de la signalétique de chantier et des balisages, pendant, et en dehors des heures travaillées. La périodicité de ses contrôles, devra permettre le maintien satisfaisant de ces installations.

2.3.2 Maintien des voies empruntées par le chantier

Chaque entrepreneur aura à assurer l'entretien des voies empruntées pour l'accès au chantier. Les voiries publiques ou privées utilisées par l'entreprise dans le cadre des travaux seront maintenues circulables en permanence.

En cas de besoin, l'entreprise prendra à sa charge le nettoyage du parvis, ces mesures pouvant être à mettre en œuvre de façon journalière.

Les modalités d'approvisionnement (matériel et matériaux) du chantier sont limitées aux horaires mentionnés précédemment. de chaque entrepreneur.

2.3.3 Clôture du chantier

Le chantier sera clos et indépendant. Les clôtures et séparations de chantier seront mises en place par l'entreprise **titulaire du LOT 1**, avant toute intervention sur le chantier :

- Clôture opaque de 2,00 m de hauteur, en grilles de type HERAS et liaisonnées par menottes (treillis soudé interdit)
- Une protection du sol devra être mise en place sous les plots.

Sur cette clôture, et sur la clôture existante seront accrochés, en nombre suffisant, des panonceaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » et « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE ». Le **titulaire du LOT 1**.

L'ensemble de ces consignes devra être intégré à son PPSPS.

- trouvant dans un site occupé par. le public, un souci doit être porté sur la tenue du représentant du titulaire
- En aucun cas l'entreprise ne devra conserver les clés du bâtiment.

L'accès, l'emploi et la circulation sur le chantier de tout engin et camion, sont subordonnés à l'obtention du CACES correspondant. Chaque autorisation de conduite sera accompagnée :

- Des règles de circulation à observer sur le chantier,
- Des instructions à observer pour le cas d'accident,
- Du plan des accès au chantier

2.4 ZONE RESERVEE AUX ENTREPRISES - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les installations de chantier seront à la charge du titulaire du LOT 1.

Celles-ci seront situées à l'intérieur du bâtiment et comprendront :

- Salle de réunion
- Réfectoire
- Vestiaires
- WC

Un plan d'installations et bureaux de chantiers, comprenant des zones de stockage et une aire de stationnement temporaire des véhicules de chantier, sera édité par **titulaire du LOT 1**.

Le plan de ces installations et des dispositifs, sera soumis à l'agrément du Maître d'œuvre et à l'avis du CSPS. Il devra obligatoirement préciser :

- Les accès au chantier
- Les zones dédiées au personnel : vestiaires, réfectoire, sanitaires
- Les zones d'attente, de manœuvre, et de retournement des véhicules et engins
- Le cheminement du personnel entre les différentes zones de chantier
- Les zones interdites au survol de charges
- Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et du chantier
- Les plans des réseaux de distribution des fluides sur chantier
- Les zones de livraison et de stockage
- Le tracé des réseaux existants aériens ou enterrés dans l'emprise

Le titulaire du LOT 1 devra matérialiser une aire dédiée, au déchargement et stockage des livraisons.

Stationnement des véhicules personnels

Des places de stationnement dans le parking du site pourront être utilisées.

2.5 DESSERTE DU CHANTIER EN FLUIDES

Utilisation des branchements existants aux différents réseaux.

L'alimentation électrique **EST À LA CHARGE DU LOT 08 ÉLECTRICITÉ.**

Distribution de l'électricité (CF/cf) pour les besoins du chantier en puissance suffisante ainsi que les armoires de distribution de puis départ sur TGBT. En tous les cas le nombre d'armoires devra être conforme aux demandes du CSPS.

Un coffret principal de chantier, et les armoires secondaires de distribution pour l'ensemble du chantier. Ces armoires secondaires devront être positionnées à moins de 25ml de toute tâche **AVEC UN MINIMA DE 2 COFFRETS PAR NIVEAU.**

Les armoires et réseaux de distribution externes devront respecter notamment les prescriptions du Décret du 14 novembre 1988 et de la Norme NF C 15-100.

L'installation comprendra de façon distincte :

- l'installation pour les besoins des cantonnements et bureaux de chantier.
- l'installation nécessaire aux besoins de chaque entreprise titulaire.

L'Entrepreneur doit pour les aménagements du RDM :

- L'installation d'éclairage conformément à la réglementation en vigueur pour permettre en tout lieu un déplacement des utilisateurs en toute sécurité,
- L'évolution et les modifications de l'installation en fonction de l'avancement du chantier, de la mise en œuvre des cloisonnements et des installations diverses,
- L'installation des blocs de secours autonomes dans les circulations verticales et les dégagements,

L'équipement d'un éclairage sur toute leur surface des locaux de grande surface (supérieurs à 30 m²) et les locaux techniques.

Le niveau d'éclairement doit être suffisant pour apercevoir les obstacles et permettre un déplacement des personnels en toute sécurité.

Pour les étages, les entreprises bénéficieront de l'éclairage apporté par les équipements en place.

L'ensemble de l'installation électrique devra être vérifié par un organisme agréé. Les attestations de vérifications sont communiquées au Coordonnateur SPS.

Comme pour l'électricité, l'alimentation en eau pour les besoins du chantier se fera depuis le réseau et branchement existant. **Celle-ci est à la charge du LOT 12 PLOMBERIE.**

Canalisations et robinetterie pour la distribution de l'eau nécessaire aux besoins du chantier et des ouvriers depuis la colonne montante avec robinet d'arrêt en amont. L'alimentation de chantier ira de la colonne jusqu'à un vidoir de chantier (provisoire) localisé dans le PIC. Le vidoir devra être raccordé au réseau d'eau usée prévu dans le cadre des travaux. Un rinçage et un nettoyage voir curage seront réalisés par le lot plomberie au moment de la livraison.

2.6 NETTOYAGE DU CHANTIER – EVACUATION DES DECHETS OU DEBLAIS

Pas de gestion mutualisée des déchets retenue par la MOE sur cette opération.

Chaque corps d'état est responsable de ses propres déchets et il devra effectuer le ramassage, le nettoyage, la sortie, le tri sélectif directement sur le chantier, par nature de ses propres déchets ainsi que leurs mises en dépôt.

L'évacuation des déchets sera effectuée chaque jour par chaque entreprise, sans attendre le moindre avertissement de la Maîtrise d'Œuvre.

L'Entrepreneur responsable du lot 01 Gros-Œuvre :

- Assure un nettoyage de chantier hebdomadaire (intérieur au bâtiment et extérieur) durant toute la durée du chantier ; les frais en résultant sont imputés au lot Compte Prorata des entreprises.
- Pour rappel, chaque Entrepreneur est tenu d'enlever, à ses frais, les gravois, déchets, débris, emballages ou autres chutes qui proviennent de l'exécution de ses propres travaux, et de les emmener quotidiennement vers les centres de tri adaptés.

Si l'état de propreté est jugé insuffisant, la Maîtrise d'Œuvre pourra faire procéder aux enlèvements et nettoyages par un tiers par simple mention sur le compte rendu de chantier. Les frais engagés seront supportés par les entrepreneurs fautifs, ou s'il y a lieu seront imputés au compte prorata.

Le nettoyage final de l'ensemble du bâtiment avant la réception des travaux est exécuté par l'Entrepreneur du lot peinture-revêtement souples, nettoyage et à ses frais sur ordre du Maître d'œuvre. Il est précisé que le nettoyage final comprend notamment l'ensemble des vitrages toutes faces dont le côté extérieur des fenêtres compris montants alu, acier, pvc ou bois.

La synthèse des actions de nettoyage est décrite dans le CCTP LOT 00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2.7 DEBROUSSAILLAGE - DEBOISAGE

Sans objet.

2.8 AUTORISATION D'ACCES AU CHANTIER

Chaque entrepreneur devra empêcher toute intrusion d'une personne extérieure non autorisée sur son chantier.

Chaque titulaire d'un lot mettra en place un accueil de tous les salariés, y compris celui des sous-traitants et des intérimaires. Le chef de chantier indiquera sur un registre spécifique complété chaque jour le personnel travaillant sur le chantier et les mouvements de personnel.

Ne peuvent pénétrer sur le chantier que les personnes habilitées par l'entreprise ou ses sous-traitants ; la liste des personnes habilitées sera transmise au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS. **Le personnel d'exécution (y compris des sous-traitants) devra être porteur de la carte du BTP (cf annexe 3).**

Chaque entrepreneur devra fournir les listes actualisées de ses personnels à chaque changement, et prendra les dispositions nécessaires pour que chaque personnel de l'entreprise puisse être facilement identifiable et localisable sur le chantier. **Pour ce, une copie de la carte précitée sera apposée sur le casque de chaque personnel.**

2.9 PHASAGE DES TRAVAUX & PLANNING

Le planning prévisionnel des travaux sera établi par le MOE. En cas de décalage des différentes interventions, donc de la co-activité, par rapport au planning, le CSPS demandera au MOE de redéfinir les mesures de prévention à adapter à la nouvelle situation.

Le phasage des travaux devra exclure toute co activité verticale qui est interdite. Il permettra d'éviter les travaux incompatibles entre eux (utilisation de produits ou fluides dangereux ou inflammables par exemple), conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront aux besoins mentionnés.

Le planning d'exécution fera apparaître les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....

2.10 PRODUITS ET MATERIAUX DANGEREUX

A priori sans objet car le bâtiment est neuf.

En cas de découverte **fortuite** de matériaux ou produits dangereux non repérés préalablement (amiante, plomb, éléments radio-actifs, explosifs, matériaux contaminés), l'entreprise préviendra impérativement et immédiatement le MOA, le CSPS, et les autorités compétentes, pour faire l'évaluation des risques préalables et proposer une méthodologie de retrait intégrée au PPSPS et conformes à la réglementation. L'entreprise établira son plan de retrait (et son PPSPS) en indiquant tous les renseignements réglementaires propres à cette activité.

Ce plan de retrait doit être soumis aux organismes de prévention 1 mois avant le démarrage de l'intervention. Une copie sera adressée en parallèle au maître d'œuvre et au coordonnateur.

L'entreprise mettra en place un affichage visible interdisant l'accès à la zone aux personnes non autorisées à pénétrer dans la zone.

CAS DES DECHETS, DECOMBRES ET GRAVATS PRESENTANT UN RISQUE PARTICULIER :

Les déchets, décombres et gravats présentant un risque particulier seront directement évacués vers un centre de traitement des déchets de classe 1 ou 3, avec bordereau de suivi. Cette évacuation est à la charge de chaque entreprise produisant ce type de déchets.

2.11 SECOURS INCENDIE – MATERIELS

Les travaux présentent des risques d'incendie : chaque entrepreneur devra établir une consigne (locaux, stockages, engins... etc.). Les extincteurs devront être adaptés aux feux à combattre, clairement identifiables, et régulièrement contrôlés par un organisme habilité.

2.12 REFERENCE AUX AUTRES PIECES DU DOSSIER

En sus des prescriptions du présent PGCSPS, l'entreprise doit prendre connaissance des autres pièces du DCE, afin de prendre les mesures nécessaires à la mise en sécurité de l'ensemble des postes de travail.

3 MESURES DE COORDINATION ARRETEES PAR LE COORDONNATEUR & SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1 IDENTIFICATION DES RISQUES

Les risques identifiés sont (**liste non exhaustive donnée à titre indicatif**) :

- Risques liés aux travaux en période cyclonique
- Risques liés à la circulation sur le site, et à la présence de riverains
- Risques liés aux interférences des circulations des tiers extérieurs et les circulations des véhicules de chantier
- Risques liés à l'exigüité de l'emprise de l'opération
- Risques de heurt, chutes, dus à de mauvaises conditions de circulation commune
- Risques liés à la circulation et à la conduite des camions ou engins de chantier
- Risques de chutes de plain pieds
- Risques de chute de hauteur (chutes matériaux, matériels, personnels)
- Chutes de hauteur depuis des échafaudages, plate- formes de travail ou engins
- Risques de chutes de personnels, véhicules ou engins lors de la réalisation des fouilles ou tranchées
- Risques liés à l'utilisation d'engins de manutentions/levages.
- Blessures occasionnées par des opérations de manutention ou chute d'objets.
- Risques liés à la stabilisation des banches lors de la réalisation des ouvrages
- Blessures ou écrasements lors des manutention et montage des équipements
- Electrocution liée aux réseaux aériens et enterrés existants
- Risques liés à la présence de réseaux aériens ou enterrés existants (RTE, AEP, autres)
- Risques liés aux travaux de raccordement aux réseaux en service (EdF, EP, ...)
- Electrification due à l'emploi de matériel ou outils électriques
- Lésion oculaire due à des projections diverses
- Risque chimique lié à l'utilisation de produits divers dangereux
- Lésion auditive due à une ambiance trop bruyante.
- Risque lié aux rayonnements (utilisation de laser de chantier ou gama-densimètre)
- Blessures diverses (perforation, coupure, brûlure, ...)
- Risques liés à la mise en oeuvre d'enrobés

RISQUES	TACHES	PRECONISATIONS du CPCS
RISQUES LIES AUX INTEMPERIES (pluie, vent, cyclones)	Tout le chantier	Respect des alertes préfectorales Abonnement aux bulletins d'alertes de MetservicesPlus – BTP, de Météo France
RISQUES LIES A LA CIRCULATION SUR LES ACCES AU CHANTIER	Accès aux zones de travaux	Respect des arrêtés de circulation Pose d'une signalisation temporaire préalablement au commencement des travaux Prise en compte des réseaux aériens (limitation de gabarit, signalisation, ...) Accompagnement des PL ou engins Signalisation complémentaire des engins ou véhicules de chantier : gyrophare, trirflash, Actionnement de l'avertisseur sonore
RISQUES LIES A LA CIRCULATION SUR LE CHANTIER	Toutes tâches	Balisage de la zone d'activité Informar le personnel sur la nature, l'étendue, et les risques de toute nouvelle tâche, et autant que de besoin, lors de l'évolution des conditions d'exécution de cette tâche (1/4 d'heure de sécurité) Limiter la juxtaposition des tâches Séparer géographiquement les différents postes de travail

		<p>Signaler et séparer physiquement les postes de travail qui ne peuvent être séparés géographiquement</p> <p>Séparer géographiquement et/ou physiquement la circulation piétonne des zones d'évolution des engins ou véhicules du chantier</p> <p>Equiper les véhicules et engins roulants d'avertisseur de recul</p> <p>Mettre un personnel d'accompagnement <u>formé</u> pour guider toute manœuvre délicate d'engin ou véhicule</p> <p>Délimiter des périmètres de sécurité lors des différentes phases de fouilles ou manutention</p> <p>Personnel équipé d'EPI adaptés aux risques et d'un vêtement à haute visibilité de classe 2</p> <p>Signalisation complémentaire des engins ou véhicules de chantier : gyrophare, avertisseur de recul</p> <p>Pas de personnel au sol dans la zone d'évolution des engins des travaux</p>
CHUTES de PLAIN PIEDS	Toutes tâches	<p>Zones de travaux entretenue propre et libre de tous gravois</p> <p>Aménagement de cheminements piétons</p>
RISQUES LIES A LA CIRCULATION VERTICALE	Accessibilité pour travaux en hauteur	<p>Si hauteur < 3,00 m, utilisation d'une échelle fixée en pied et en tête, dépassant d'au moins 1,00 m de la zone à atteindre</p> <p>Utilisation d'un échafaudage, tour escalier, ou d'une nacelle positive à bras articulé pour H > 3,00 m</p>
LIES AU MONTAGE/DEMONTAGE d'ECHAFAUDAGE	Toutes tâches en élévation	<p>Respect des recommandations R408 et/ou R457 de la CRAM.</p> <p>Formation des personnels pour monter et vérifier l'échafaudage</p> <p>Utilisation des EPI</p> <p>Interdiction de modifier l'échafaudage</p>
CHUTES DE HAUTEUR	Travaux TCE	<p>Mise en œuvre de protections collectives rigides prioritairement, et, dans l'impossibilité, utilisation d'EPI spécifiques : harnais, stop chutes, ancrages, ligne de vie, filet (couverture des bâtiments)</p> <p>Utilisation d'un échafaudage de pied (ou d'une PIRL si hauteur de la tâche < 2,50m)</p> <p>Formation des personnels pour travailler en hauteur</p> <p>Respect des recommandations R457 & R408 de la CRAM</p> <p>Personnel équipé d'EPI adaptés aux risques</p> <p>Pas de travail en poste isolé</p> <p>Livret d'accueil du personnel pour l'informer de la nature des travaux, et des risques encourus</p>
CHUTES D'OBJETS OU DE MATERIAUX	Travaux élévation	<p><u>Tâches superposées interdites</u></p> <p>Balissage de la zone d'activité et mise en place de filets ou plateformes, pour pallier toute chute de matériel ou matériaux</p> <p>Aménagement de cheminements piétons balisés</p>
MANUTENTION	Manutention matériaux matériels	<p>Utilisation d'un engin ou outil adapté au levage</p> <p>Adéquation du moyen de levage à la charge à manutentionner</p> <p>Adéquation des appareils de levage</p>

	Manutentions diverses pour stockage ou approvisionnements	Adéquation de l'engin de levage à son environnement Prise en compte de conditions météo Aménagement d'une piste de chantier et/ou d'une plate-forme stable Balisage de la zone d'activité Personnel équipé d'EPI adaptés aux risques et d'une tenue à haute visibilité de classe 2 Pas de personnel dans la zone d'évolution de l'engin Chauffeur d'engin avec CACES, et autorisation de conduite Utilisation possible de l'ascenseur pour les besoins du chantier.
	Manutention manuelle	Charge par personne ne dépassant pas les 25 kg. Répartition des charges à manutentionner
ENSEVELISSEMENT	Fouilles diverses y/c en tranchée	Blindage des fouilles de hauteur $\geq 1,30$ m Vérification de la stabilité des talus de déblais Création d'une banquette en tête de fouilles Pas de circulation en tête de fouilles Accès sécurisé en fond de fouilles
LIES AUX RESEAUX SOUS PRESSION	Raccordements divers sur existant	Consignation du réseau Pas de travail en poste isolé
	Fouilles diverses	Repérage des réseaux existants Sondages manuels Distance de sécurité à respecter en bordure de réseau existant sous pression
ELECTROCUTION	Fouilles diverses Travaux en bordures de réseaux aériens ou enterrés	DICT Repérage des réseaux existants Relevé topo des lignes aériennes existantes Personnels détenteurs d'une AIPR, y/c des chauffeurs d'engins Interdiction d'engager les périmètres de sécurité Mise en place de gabarits, ou balisage au sol Consignation des réseaux, si nécessaire
	Mise en service et raccordement des installations nouvelles Travaux sur existants	Réception des installations par un Organisme extérieur Consignation du réseau existant Travail en poste isolé interdit Personnel habilité pour travaux électriques sous tension
ELECTRISATION	Utilisation d'outillage électrique	Installation générale contrôlée et réceptionnée par un Organisme extérieur Outillage et rallonges en bon état d'entretien Utilisation d'outillage de classe III
RISQUE CHIMIQUE	Tout le chantier	Prise en compte des FDS des produits utilisés Port des EPI préconisés dans les FDS
INCENDIE	Toute intervention	Présence sur chaque tâche de moyens de lutte contre un début d'incendie, adaptés au risque
BLESSURES BRULURES	Tout le chantier	Personnel équipé d'EPI adaptés aux risques Pas de travail en poste isolé

3.2 ANALYSE DES INTERFACES PREVISIBLES.

Risques liés à la co-activité (liste non exhaustive)

Les principes généraux pour gérer les risques liés à la co-activité sont les suivants:

- Informer le personnel sur la nature, l'étendue, et les risques de toute nouvelle tâche, et autant que de besoin, lors de l'évolution des conditions d'exécution de cette tâche (1/4 d'heure de sécurité)
- séparer géographiquement les différents postes de travail
- signaler et séparer physiquement les postes de travail qui ne peuvent être séparés géographiquement
- séparer géographiquement et/ou physiquement la circulation piétonne des zones d'évolution des engins ou véhicules du chantier
- équiper les véhicules et engins roulants de signalisation lumineuse et d'avertisseur de recul
- mettre un personnel d'accompagnement formé pour guider toute manœuvre délicate d'engin ou véhicule
- délimiter des périmètres de sécurité lors des différentes phases de manutention
- ne pas superposer les tâches
- gérer les risques exportés par les pollutions atmosphériques et sonores (bruit, poussières, fumées...),

Risques liés à la présence de public

Le chantier se déroule au sein du site CASABONA en activité avec présence d'exploitants et de public.

Les horaires de livraison sont à respecter strictement afin de ne pas générer de risques exportés vers le public du site.

Le parking est une zone commune au chantier, aux utilisateurs et au public. La circulation se fera conformément à la signalisation en place.

3.3 CIRCULATIONS HORIZONTALES

Le Coordonnateur SPS., après analyse des PPSPS, s'assurera que les moyens d'accès aux postes de travail ne sont pas en contradiction avec les principes de coordination en matière de sécurité et de protection de santé.

3.3.1 Plans de circulation

Le **titulaire du LOT 1** devra notamment tenir compte de la recommandation R434 de la CNAMTS. Afin d'éviter les risques inhérents à la circulation des véhicules et engins de chantier, il établira un plan de circulation pour chaque zone de travail.

Les objectifs de ces plans de circulation sont :

- Organiser la circulation sur les différentes zones de travaux de façon pertinente
- Gérer les interférences de flux (entrées et sorties)
- Limiter les marches arrière des véhicules

Ce plan indiquera notamment :

- les sens de circulation et de manœuvre des véhicules et des engins,
- les modes de croisement des véhicules et engins,
- les aménagements pour séparer la circulation des piétons et des véhicules ou engins,
- l'organisation des manœuvres,
- les zones tampon de stationnement,
- les zones de stockage,
- la position des engins de levage

Le **titulaire du LOT 1** devra prendre toutes les dispositions pour limiter la présence de personnels à pieds dans les zones de travaux comportant des engins ou véhicules. **La pose de « rubalise » ou filet orange (type Gigan) n'est pas considérée comme un balisage d'atelier ou de point singulier → mise en place barrières rigides liaisonnées.**

Chaque entrepreneur veillera à limiter au maximum les manœuvres des engins. Une attention particulière devra être portée aux mouvements de matériaux sur chantier. Chaque manœuvre délicate (marche arrière, voie réduite, présence d'obstacles, présence d'atelier, etc.) d'engins ou PL, sera accompagnée par un ou plusieurs hommes à pied spécialement formés, équipé(s) de fanion(s) K1. Les membres des personnels des entreprises seront informés (accueil) des dispositions prises en matière de circulation sur le site et devront s'y conformer, charge aux entrepreneurs de faire respecter ces consignes.

3.3.2 Cheminements pour les personnels

La circulation des personnels est interdite pour se rendre à leur poste de travail en dehors de voies piétonnes aménagées et séparées des circulations VL, PL et Engins. Quand un cheminement coupe une voie circulée par véhicules, la voie piétonne est matérialisée.

Dans les zones où la circulation des piétons sera autorisée, le **titulaire du LOT 1** sera tenu d'aménager, à cet effet, un cheminement sécurisé, d'une largeur minimale de 0,80 mètre, avec signalisation et balisage appropriés. Cet aménagement sera soumis à l'agrément du Maître d'Oeuvre et du Coordonnateur Sécurité.

3.3.3 Stationnement des véhicules légers

Tout stationnement de V.L. se fera dans le parking de l'opération dans la limite des places réservées aux travaux. La zone réservée au stationnement sera identifiée dans le plan d'installations de chantier du lot 01.

3.4 CIRCULATIONS VERTICALES – POSTES DE TRAVAIL EN HAUTEUR

L'ascenseur du bâtiment pourra être utilisé par le personnel.

Protections collectives à charge du lot 01. Toute dénivellation d'un poste de travail ou d'une aire de circulation du personnel, doit être équipée d'une protection collective rigide contre les chutes (garde-corps, plates-formes, etc.).

Nota :

- Les dispositions ci-dessus ne dispensent pas l'entrepreneur d'assurer toute protection s'avérant nécessaire, quelle que soit la hauteur, vis-à-vis de risques spécifiques autres que ceux liés à la présence. Titre 4 du Décret du 08/01/65 modifié le 6/05/1995
- Les travaux temporaires en hauteur sont réglementés par le décret n° 2004-924 du 1^{er} septembre 2004.
- L'Arrêté du 21 décembre 2004 complète les dispositions du Code du travail en matière de vérification des équipements de travail concernant les échafaudages : vérifications périodiques, avant mise en service ou après mise en service. Il précise le référentiel applicable aux vérifications de l'état de conformité des échafaudages réalisés par les organismes agréés sur demande de l'inspection du travail.

L'emploi de la protection individuelle contre les chutes de hauteur selon les techniques de travaux d'accès difficiles devra être strictement limité aux zones où matériellement il n'y a pas de possibilité de recours à l'aménagement ou l'emploi d'un équipement de travail permettant d'assurer une protection collective contre les chutes de hauteur. Sur le chantier l'emploi de ces techniques de travaux d'accès difficiles demeure soumis aux prescriptions du code du travail et aux textes pris en application. L'entrepreneur devra avoir recours à du personnel spécialisé et parfaitement formé à ces techniques de travaux.

3.4.1 Accessibilité, circulation, et travaux en élévation

L'accessibilité aux travaux en élévation (toiture, EP, panneaux solaires...) sera faite par l'accès toiture du bâtiment.

Pour les travaux sur toiture ou couverture, selon le décret 2004-924 de septembre 2004 :

- La protection collective constituée par un garde-corps rigide est obligatoire dans tous les cas de travaux temporaires pour la protection du personnel contre les chutes de hauteur
- Le recours à la protection individuelle est réservé au cas où la protection collective ne PEUT PAS être mise en place

Règle imposée par le PGCSPS :

- **Pose d'un filet en sous face, lors des travaux de pose de la couverture des bâtiments, conformément à la R 446 de la CNAMTS (Lot 3)**
- Pas de circulation de personnes sur les toitures dépourvues de protections collectives rigides de rives et de dispositif individuel d'ancrage, et/ou sans respecter le port des EPI pour travaux en hauteur
- Le personnel devra être formé (attestation à produire) pour travaux en hauteur, montage et vérification d'échafaudages et/ou tours escaliers

3.4.2 Dispositifs d'Ancrage - Descriptions et recommandations de pose

- **La recommandation R430 de la CRAM sera appliquée sur le chantier.**
- Le matériel doit satisfaire aux exigences d'essais décrits dans les normes EN 795 et EN 517. Suite à ces essais, une attestation de conformité doit être délivrée pour l'ensemble.
- L'installation doit être validée par une note de calcul + un dossier technique pour chaque installation et non uniquement pour le produit.
- Il convient de vérifier que la distance requise ou nécessaire pour arrêter la chute d'un ouvrier n'est pas supérieure à 1,00m, ou ne présente pas un risque de pendulage.
- Une signalétique doit être mise en place avec les éléments définis dans la norme (tirant d'air, nombre d'utilisateurs).
- L'effort admissible par le corps humain, sans provoquer de lésions lors d'une chute de hauteur ne peut dépasser 600 daN (EN 363).
- se référer à la réglementation relative aux équipements de travail qui stipule les dispositions à prendre concernant la sécurité des personnes (obligation d'une reconnaissance définitive et officielles des ancrages afin qu'ils soient considérés comme équipement de protection individuelle)

Le P.P.S.P.S. devra explicitement développer le mode de protection de chaque intervenant et la méthodologie d'exécution des travaux.

3.4.3 Échafaudages

Les recommandations R408 et R457 de la CRAM seront appliquées sur le chantier.

L'entreprise devra appliquer les arrêtés, décrets et circulaires pour la mise en oeuvre des échafaudages de pieds, et notamment l'article R. 4323-69 du code du travail qui rappelle que « les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées dont le contenu est précisé aux articles R. 4141-13 et R. 4141-17 ». L'entrepreneur devra également respecter les articles du code du travail R. 4323-72, R. 4323-73, R. 4323-75, R. 4323-76, R. 4323-77, R. 4323-78, R. 4323-80, R. 4323-89, R4323-90 qui précisent les obligations en matière de montage et utilisation.

3.4.4 Règles générales

Organisation concernée	Mesure de coordination	Entreprise concernée
Travaux de faible hauteur	Utilisation d'une PIR jusqu'à 2,50m de hauteur	TCE
Hauteur > 2,50m	Utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou nacelle, selon la tâche à accomplir et la hauteur d'intervention	TCE

Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra travailler avec son propre matériel. Dans le cas d'une utilisation partagée l'entreprise devra préalablement réceptionner (par un personnel formé) l'échafaudage en tenant compte des conditions d'exécution de sa propre tâche.	TCE
Rappel	Une échelle ne peut pas être utilisée comme poste de travail, mais uniquement comme moyen d'accès provisoire (H <3,00m) en : <ul style="list-style-type: none"> - étant attachée en tête - étant bloquée en pied - dépassant d'au moins 1,00m le plancher d'arrivée 	TCE

3.5 FOUILLES ET TERRASSEMENTS

Les tranchées ou fouilles diverses devront être protégées avant la fin de chaque journée de travail par un balisage et une barrière rigide (rubalise ou filet orange interdits). La protection sera mise en œuvre et maintenue sous la responsabilité du cadre de l'entreprise chargé de la sécurité. Sa dépose provisoire ne sera acceptée que dans la zone d'évolution des engins et des camions de transport des déblais ou d'approvisionnement Cette protection sera remplacée intégralement en fin de poste de travail, et lors des arrêts du chantier.

Toute tranchée de plus d'1,30 mètre de hauteur devra être blindée. Si le blindage est impossible, l'ouverture en tête de fouille devra être égale, à minima, à la somme de la largeur théorique de sa base additionnée de deux fois les 2/3 de sa hauteur. Un merlon en tête sera aménagé de part et d'autre, pour éviter les chutes d'objets ou matériaux dans la fouille.

Les interventions manuelles en fond de fouilles devront être réduites au strict minimum, et ne pourront être envisagées qu'à condition que les mesures prises pour le blindage des fouilles soient conformes aux prescriptions du code du travail. La circulation d'engins et de véhicules, et le stockage de matériel ou matériaux, aux abords ou en crête des fouilles est interdite.

3.6 MANUTENTION

L'ascenseur du bâtiment pourra être utilisé pour les approvisionnements aux étages. La capacité de charge de celui devra être strictement respectée.

Tout moyen de levage devra faire l'objet de vérifications réglementaires, et de contrôles externes. **Un examen d'adéquation** sera fait par le responsable du chantier, préalablement à l'utilisation de l'engin de levage. Le registre de sécurité devra être tenu à jour et présenté à la demande des organismes officiels de prévention et du coordonnateur sécurité, en particulier, au moment de leur introduction sur le chantier (arrêté du 9 juin 1993). Le plan d'installation de chantier ainsi que le PPSPS de l'entreprise devra relater les zones d'évolution des différents appareils de levage qu'il compte mettre en œuvre. Cela permettra de prévenir des risques d'interférence entre les engins de levage notamment. Il est formellement interdit d'introduire sur le chantier un engin mobile de levage sans une étude des interférences avec les autres engins de levage.

La conduite des engins ou équipements de levage doit être confiée à des travailleurs reconnus aptes médicalement, et ayant reçu une formation spécifique. Chaque conducteur devra être en possession, sur chantier, du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

3.6.1 Grues à Tour ou GMR

SANS OBJET POUR CE PROJET

Toutefois le cas échéant :

Intégration le cas échéant, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).

Pour cela, elle se fera assister par un organisme compétent qui :

- déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- s'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1^{er} mars 2004).

Le rapport de contrôle de l'organisme sera présenté au coordonnateur S.P.S. avant la mise en service de l'appareil.

Une barrière fixe matérialisera la zone périphérique de la grue à tour et devra être installée en protection des personnels travaillant sur cette zone.

3.6.2 Grues mobiles

Les grues mobiles devront satisfaire :

- Aux principes généraux de prévention et de sécurité applicables aux engins de levage ;
- A la recommandation de la CNAMTS R 383
- Aux recommandations de l'INRS sur la stabilité et la sécurité au basculement ;
- Au décret du 02/12/98 et notamment à l'article R233.13.13 relatif à l'information obligatoire sur l'évolution des conditions météorologiques et sur l'application des mesures destinées à empêcher le renversement de l'équipement de travail.

3.6.3 Grues auxiliaires

La recommandation CNAMTS R 390 est applicable.

Ces appareils embarqués sur camion, en l'absence des données constructeur les autorisant aux opérations de levage, seront exclusivement utilisés pour les opérations de chargement et de déchargement.

La vérification de conformité et de bon fonctionnement sera assurée par un organisme agréé, avant toute utilisation sur le chantier.

3.6.4 Autres moyens de levage

Tout autre moyen de levage (de type pelle mécanique pour laquelle sera appliquée la R 293 de la CNAM) ne pourra être utilisé qu'après adaptation réglementaire et contrôlée par un organisme agréé.

3.6.5 Manutentions manuelles

L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter le recours à la manutention manuelle. La manutention manuelle des bordures, tampons de regard, éléments préfabriqués, ..., se fera à l'aide de pinces ou d'aides mécaniques adaptées. Lorsque le recours à la manutention manuelle ne peut être évitée, la charge maximale à manutentionner d'une façon habituelle, ne peut être supérieure à 25 kg pour un homme. Une formation pratique sur les gestes et postures doit être donnée au personnel devant porter fréquemment des charges.

3.7 APPROVISIONNEMENTS – STOCKAGE

Afin de coordonner les livraisons en toute sécurité, sur une emprise restreinte, un Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons (D.H.O.L.) est annexé au PGCSPS. Chaque entrepreneur devra remplir ce document lors des livraisons de ses matériels ou matériaux. **Le titulaire du LOT 1 est chargé** de l'organisation des stockages, dans une zone qu'il aura délimité (barrières) sur le plan d'installations validé par le MOE (cf § 2-7 ci-dessus).

3.7.1 Approvisionnement

Les entreprises prendront toutes dispositions pour que les approvisionnements sur le chantier se fassent dans le respect des règles de sécurité, notamment :

- information des prestataires sur la personne à contacter sur le chantier et les modalités pour accéder au chantier, diffusion du plan d'accès
- contrôle à l'entrée du chantier et prise en charge du prestataire à son arrivée.
- contrôle des stockages de matériels ou de matériaux livrés.

3.7.2 Stockage

Chaque entreprise exprimera ses besoins de stockage au cours des réunions de coordination (surface nécessaire, nature des produits, risques particuliers...) dans les zones prédéfinies.

Les produits liquides, dits à risques, et nécessitant un étiquetage spécial seront stockés à l'intérieur d'un bassin de rétention pouvant recueillir au minimum le contenu d'une unité de conditionnement. Les zones de stockage des matériaux et des matériels nécessaires à la réalisation des travaux seront déterminées par le titulaire, en accord avec le Maître d'œuvre, le coordonnateur sécurité et en fonction des dispositions spécifiques prévues dans le marché. Ces zones seront reportées sur le plan des installations de chantier de l'entreprise.

Principes généraux

Organisation concernée	Mesure de coordination
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés

3.7.3 Conditions de stockage et d'enlèvement des produits dangereux

Les conditions d'enlèvement, comme le stockage des produits dangereux, seront exécutées conformément à la réglementation en vigueur et avec l'accord des autorités compétentes, et toujours avec l'accord du coordonnateur sécurité.

L'entrepreneur mettra en annexe de son PPSPS les fiches de données de sécurité correspondant aux produits utilisés.

					
	+	-	-	-	+
	-	+	-	-	-
	-	-	+	-	+
	-	-	-	+	○
	+	-	+	○	+

+ Stockage ensemble possible

- Stockage ensemble impossible

○ Stockage ensemble possible sous certaines conditions

3.8 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Il est interdit de brûler ou d'enfouir les déchets sur le chantier ou de déposer les déchets dans une décharge sauvage.

Pas de gestion de déchets mutualisée sur ce projet. Chaque entreprise évacuera quotidiennement les déches résultant de ses activités.

Toutes les entreprises prendront les dispositions nécessaires pour assurer un tri des déchets sur le chantier. Des zones de tri des déchets seront identifiées à l'intérieur des emprises du chantier (zones fermées par une clôture).

3.9 PROTECTIONS COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES

3.9.1 Protections collectives

Dès son arrivée sur le chantier, chaque entreprise effectuera un inventaire exhaustif des protections collectives existantes (obturation de trappes, présence de garde-corps...). Suite à ce constat et avant toute intervention, l'entreprise confortera ou remplacera les équipements existants. En cas de besoin, elle installera les protections collectives nécessaires au bon déroulement de ses travaux. Chaque entreprise conserve seule la responsabilité de la mise en place et de la maintenance des protections collectives, même si un de ses sous-traitants est amené à intervenir seul sur le site.

Le titulaire du LOT 1 assurera les sécurités collectives contre les chutes de hauteur.

Néanmoins, chaque entreprise intervenante doit sa propre sécurité, et son responsable doit s'assurer, avant toute intervention de son personnel, que les protections collectives mises en œuvre par le lot précité sont opérationnelles et compatibles avec sa propre tâche, et les réceptionner.

Toutes les protections collectives doivent être conçues et mises en oeuvre pour respecter les dispositions suivantes :

- Les protections collectives sont toujours mises en oeuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivants :
 - après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux,
 - après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet,
 - après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en œuvre. Le transfert des responsabilités quant à l'entretien de ces protections collectives provisoires fera l'objet d'une procédure particulière menée conjointement par le maître d'œuvre, les entrepreneurs concernés et le coordonnateur sécurité.

3.9.2 Protections individuelles

Les protections individuelles suivantes sont obligatoires pour tout intervenant sur site :

- **Casque avec jugulaire, conforme à la norme CE EN 12492**
- **Tenue Haute Visibilité** de classe 2 (classe 3 pour travaux de nuit ou en milieu confiné) en toute circonstance et conforme à la norme EN ISO 20471 (2013), y compris pour les tenues de pluie.
- chaussures ou bottes de sécurité anti-dérapantes,
- gants, lunettes, protections auditives, etc, pour le personnel d'exécution
- Appareil Respiratoire Isolant (ARI) pour les opérations de soudage

L'entrepreneur devra s'assurer que les protections individuelles du personnel d'exécution de protection contre le bruit sont bien portées sur les postes de travail dépassant le niveau de 85 dB(A).

En fonction du poste de travail ou du lieu d'intervention, dans la mesure où il n'a pas été possible de mettre en place des protections collectives :

- Gants
- Lunettes
- Protections auditives
- Masque respiratoire FFP3 (malaxeur, forage à sec, etc.)
- Etc...

3.10 ECLAIRAGE DES POSTES DE TRAVAIL

Pour le cas de travaux effectués sur des postes de travail à l'intérieur des bâtiments, ainsi que pour les périodes de la journée où le niveau d'éclairage naturel est insuffisant, le **titulaire du LOT 8 (ÉLECTRICITÉ)** devra assurer un éclairage artificiel où sont effectués des travaux et des zones extérieures de circulation des piétons. Il indiquera s'il compte sous-traiter cette prestation à une entreprise spécialisée.

L'éclairage devra être conçu et réalisé, de manière à être compatible avec les exigences visuelles des travaux à exécuter, protéger les travailleurs contre l'éblouissement et la fatigue visuelle et distinguer les obstacles ou entraves à la circulation des piétons et des engins ou véhicules.

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux règles d'éclairage fixées par le code du travail (articles R4223-1 à 10).

L'installation électrique pour l'éclairage des chantiers sera conforme aux préconisations de la fiche G1F0212 de l'OPPBTP (à noter que pour certains postes de travail, l'éclairage nécessaire peut atteindre 400 lux).

3.11 INSTALLATIONS ELECTRIQUES DE CHANTIER

Cette installation, son contrôle, et sa maintenance sont à la charge du **titulaire du LOT 8 (ÉLECTRICITÉ)**.

L'installation électrique de chaque zone de chantier devra être conçue et réalisée dans le respect de la réglementation, notamment du décret du 14 novembre 1988, ses arrêtés d'application, et la norme NF C 15-100.

Les câbles d'alimentation seront mis sous fourreaux rouge pour des raisons de repérage, visualisation et de protection. L'ensemble des installations de chantier fera l'objet d'une vérification par un organisme agréé avant toute mise en service.

3.11.1 Armoires et coffrets de distribution :

Les armoires et coffrets de distribution basse tension seront sur pieds, stables, et maintenus fermés en permanence. Le type de fermeture sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité. Chaque armoire et coffret de distribution basse tension devra comporter un numéro d'identification.

Chaque armoire devra être équipée d'un dispositif « coup de poing » de coupure d'urgence en cas de problème, et d'une protection différentielle de 30 mA.

3.11.2 Conformité du matériel

Chaque entrepreneur s'assurera que le matériel électrique utilisé par son personnel, est conforme à la réglementation en vigueur (rallonges de type H 07 RNF ; Enrouleurs de catégorie B NFC 31 720 ; Prise de type incassables – protection IP447 ; Baladeuse conforme à la NFC 71 008 ; Projecteur conforme à la norme NF avec grille de protection).

3.11.3 Procédure d'habilitation

Les entrepreneurs concernés par des tâches sur réseau électrique sont tenus d'appliquer la procédure d'habilitation des électriciens (ou non électriciens si nécessaire), conformément aux dispositions des publications UTE C 18.510 et C 18.530.

Il est rappelé que tout titre d'habilitation doit être justifié par une formation appropriée et un contrôle des connaissances acquises.

3.11.4 Organisation générale

Organisation concernée	Mesure de coordination	Lot concerné
Alimentation électrique du chantier et tableaux généraux Installations électriques des cantonnements et bureaux	Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. Un exemplaire du rapport de conformité au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 devra être tenu à disposition sur le chantier.	LOT 8
Installation de chantier	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment. L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25,00m.	LOT 8
Eclairage provisoire intérieur aux bâtiments à construire	Seront éclairés les parties de chantier à usage commun	LOT 8
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise concernée	Tous corps d'état
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	L'entrepreneur s'assurera que le matériel électrique est conforme à la réglementation en vigueur (rallonges de type H 07 RNF ; Enrouleurs de catégorie B NFC 61 720 ; Prise de type incassables – protection IP447 ; Baladeuse conforme à la NFC 71 008 ; Phare conforme à la norme NF avec grille de protection).	Tous corps d'état

3.12 AUTORISATION D'INTERVENTION A PROXIMITE DES RESEAUX (AIPR)

Depuis le 01^{er} janvier 2018, toute personne intervenant à proximité des réseaux devra disposer d'une **Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux**.

L'AIPR a un caractère obligatoire pour les intervenants du BTP appartenant :

- **Au profil "encadrant"** : salarié de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux (chef de chantier, conducteur de travaux). Pour tout chantier de travaux, au moins un salarié de l'exécutant de travaux doit être identifiable comme titulaire d'une AIPR « encadrant ».
- **Au profil "opérateur"** : salarié intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant qu'opérateur d'engin. Sur ce chantier, l'ensemble des opérateurs d'engin doivent être titulaires d'une AIPR.

3.13 PREVENTIONS DES MALADIES PROFESSIONNELLES

Outre l'obligation faite à l'entrepreneur d'identifier tout travailleur pour lequel l'exposition quotidienne atteint ou dépasse le niveau de 85 dB (A) ou pour lequel la pression acoustique de crête atteint ou dépasse 135 dB (A), ce dernier devra mettre à disposition des protections individuelles, former ses salariés et les soumettre à une surveillance médicale spécifique. Au-dessus de 90 dB (A), l'entrepreneur doit s'assurer du port effectif des protections individuelles, réaliser un programme de réduction de bruit ou de la durée d'exposition au bruit, et mettre en place une signalisation appropriée des zones de bruit.

3.13.1 Les produits toxiques

Pour tout poste de travail au contact de substances pouvant présenter des risques pour la santé, l'entrepreneur est tenu au respect des dispositions réglementaires, notamment :

- étiquetage;
- recherche de la fiche de données de sécurité des substances;
- information du personnel sur les risques et les mesures de prévention à observer.

3.13.2 Les vibrations

Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux piqueurs, perforateurs, perceuses,...) l'entrepreneur devra :

- assurer une formation et une surveillance médicale spécifique du personnel exposé
- réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations par :
 - modifier les modes opératoires
 - aménager le temps de travail
 - utiliser un matériel approprié
 - équiper les engins de sièges à suspension

3.13.3 Risques chimiques

Avant toute utilisation des produits chimiques, l'entreprise fournira toutes les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des substances ou préparations que l'entreprise envisage d'utiliser.

A partir de ces Fiches de Données de Sécurité, l'entreprise présentera les moyens de prévention qu'elle met en place. Si la nature des produits utilisés le nécessite, l'entreprise installera à ses frais un dispositif de captage au plus près de la zone d'émission.

3.14 GESTION DES INTERFACES - REUNIONS DE COORDINATION

Les entrepreneurs seront tenus de participer aux réunions de coordination SPS. Ces réunions seront animées par le MOE avec la participation du CSPS pour la partie sécurité - santé, et auront notamment à l'ordre du jour :

- l'élaboration du programme des travaux,

- la coordination des activités,
- l'organisation des circulations,
- la définition des mesures de sécurité à observer.

La réalisation de ce chantier est susceptible de faire l'objet d'interférences avec son environnement (voies publiques, riverains, travaux concomitants, etc.). L'entreprise devra remettre, chaque semaine (lors des réunions de chantier hebdomadaires), un planning détaillé des travaux devant être exécutés, par l'entreprise titulaire et ses sous-traitants ou prestataires, durant les dix jours ouvrés à venir.

Ce programme des travaux, transmis au MOE, au MOA, et au CSPS, devra comporter les informations nécessaires à la maîtrise des risques "exportés" ou "importés" inhérents à la co-activité et/ou à l'environnement du chantier :

- La nature et la durée des travaux exécutés : pour chaque tâche doit être mentionné le temps total nécessaire à l'exécution de la tâche.
- Le lieu géographique des travaux : indiquer la partie d'ouvrage concernée
- Le nom de l'entreprise réalisant les travaux, y compris entreprise sous-traitante ou entreprise prestataire de services (location grue, etc.)
- Les risques "exportés" qui doivent être pris en compte dans le cadre des interfaces sur, et hors chantier.
- Les risques "importés" pris en considération et liés à la co-activité du chantier ou à celle exercée au sein du groupement (circulation piétons et véhicules ou engins, manutention, chutes objets, emploi produits nocifs, etc.) et/ou à l'environnement du site où s'effectuent les travaux (voirie publique, voie privée, etc.)
- Les mesures de prévention mises en oeuvre pour pallier ces risques "importés".

L'ensemble de ces informations pourra entraîner la tenue d'une réunion de coordination animée par le CSPS, le MOE, et le MOA, afin de définir les mesures de prévention à mettre en application et d'assurer la gestion prévisionnelle des co-activités. Ces dispositions concernent toutes les entreprises ayant à gérer les co-activités internes au chantier.

Si un point ne peut pas être traité au cours de la réunion de coordination des travaux, une réunion restreinte abordera ce problème. La fréquence des réunions sera adaptée aux besoins du chantier. Chaque compte-rendu sera consigné dans le registre journal tenu par le coordonnateur SPS. Les décisions prises en réunion sont immédiatement exécutoires, sauf indications spécifiques.

Principe pour gérer les risques liés aux interférences

Il appartient à l'entreprise créant le risque de prendre toutes les dispositions et les modes opératoires nécessaires pour gérer le risque et protéger les entreprises en co-activité.

Travaux superposés

La superposition des tâches est interdite, et leur juxtaposition autorisée en concertation avec le MOA et le CSPS.

Afin d'éliminer les risques, l'ensemble des zones situées sous les postes de travail en élévation devront être interdites d'accès ou de circulation, au moyen d'un dispositif rigide (barrière HERAS liaisonnées par menottes).

Postes de travail isolés

L'entrepreneur devra organiser les travaux de manière à ce qu'aucun poste de travail ne comporte moins de deux personnes.

Organisation générale

Organisation concernée	Mesure de coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Les travaux superposés sont interdits Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires sises sous les travaux en élévation seront interdits d'accès par un barrière rigide et jointif	TCE
Risque exporté par une tâche	L'entreprise exportatrice mettra en place une mesure de protection adaptée au risque (barrière, platelage, balisage, ...)	TCE
Risques concomitants exportés par plusieurs tâches	Si le risque est lié au projet, le lot réalisant la tâche le plus en hauteur mettra en place une mesure de protection adaptée au risque (filet, platelage, balisage, ...) Si le risque est lié au retard d'une entreprise, cette dernière mettra en place une mesure de protection adaptée au risque (filet, platelage, balisage, ...)	TCE
Travaux en façade ou toiture (échafaudage et/ou nacelle)	Création d'une plate-forme périphérique au bâtiment, stable, nivelée et compactée	Lot concerné
Eclairage extérieur	Utilisation d'une nacelle ou un échafaudage roulant sur plate-forme nivelée et stable	Lot concerné
Travaux polluants (bruit, poussière, gaz, émanations, etc.)	Isoler la zone de travail, y compris par une bâche Mise en place d'une protection collective adaptée au risque (ventilation forcée, confinement, ...) Travail en horaire décalé Moteur thermique interdit à l'intérieur du bâtiment réhabilité	TCE

4 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1 ENVIRONNEMENT DU CHANTIER – LIMITATION DES NUISANCES

L'opération se déroule sur un site en exploitation donc les contraintes d'accès et de circulation sont précisées précédemment.

L'entrepreneur devra organiser son chantier afin de limiter au maximum les nuisances. Il prendra les mesures nécessaires à la réduction des gênes (horaire adapté, réduction des émissions sonores des engins et appareils, etc.), et mettra en œuvre tout dispositif évitant l'interférence avec les riverains.

L'entrepreneur assurera le maintien des circulations, et les dessertes en fluides divers, ainsi que l'accès aux riverains par tous les moyens appropriés qui seront nécessaires.

4.1.1 Horaire de réalisation des travaux

L'amplitude des horaires de travail sera de 7h à 18h. Possibilité d'intervenir également de nuit. Le chantier sera arrêté les Dimanches et jours fériés.

4.1.2 Nuisances sonores

Conformément à l'arrêté du 11 avril 1972, le niveau sonore des engins de chantier mesurés à 7 mètres ne devra pas dépasser 80 dB (A) ou 90 dB (A) pour les moteurs de plus de 200 CV.

Respect des niveaux de bruits admissibles des engins de chantier, conformément à la directive du Conseil du 22 décembre 1986 et du 29 juin 1993.

4.1.3 Pollutions accidentelles

Respect du décret N° 77-254 du 8 mars 1997, relatif à la réglementation des déversements des huiles et lubrifiants dans les eaux superficielles et souterraines.

Si le ravitaillement en carburant des engins est fait sur le chantier, les réservoirs seront remplis avec des pompes à arrêt automatique. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire étanche entourée d'un caniveau relié à un point bas permettant la récupération totale des eaux et des liquides.

Les machines, même en fonctionnement, seront disposées sur bacs pour récupérer toute perte d'huile.

Les huiles usées des vidanges et les liquides hydrauliques seront récupérés, stockés dans des réservoirs étanches et évacués par un professionnel agréé.

Des dispositions devront être prises pour éviter toute pollution des sols et des eaux par coulures de coulis de ciment, pertes de béton projeté, laitances de béton.

4.1.4 Dégâts éventuels – Remise en état des lieux

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles et toutes les précautions pour ne causer lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration aux existants. Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc..., qui seront soumises pour avis au MOE, lors de la période de préparation.

Tous les dégâts occasionnés par un entrepreneur aux voies ouvertes à la circulation publique ou à leurs dépendances et aux propriétés privées seront réparés par les soins et aux frais de l'entrepreneur.

4.1.5 Émanation de poussière

L'entreprise émettrice prévoira un arrosage des travaux pour éviter toute dispersion de poussière dans l'environnement ou de l'accès au chantier.

4.1.6 Effluents

Aucun rejet non-contrôlé n'est autorisé quel qu'en soit sa provenance, (eaux usées, eaux de lavage d'engin, etc...) aussi chaque source sera raccordée soit à un circuit spécialisé, normalisé et contrôlable soit à une aire de confinement étanche permettant un contrôle de qualité avant traitement et rejet au milieu naturel, ou enlèvement spécialisé.

4.1.7 Propreté du chantier

Chaque entrepreneur prend toutes les dispositions relatives au maintien du chantier en état de propreté permanent.

Chaque Entrepreneur prend toutes les dispositions relatives au maintien du chantier en état de propreté permanent :

- Sensibilisation du personnel, des sous-traitants, fournisseurs et loueurs à la propreté du chantier,
- Lutte contre la dispersion des déchets et les épandages sauvages par l'information du personnel et le nettoyage régulier des abords du chantier,
- Les sols ou terrains souillés par des produits polluants (hydrocarbures, huiles, solvants, etc.) sont décapés, récupérés et évacués dans des sites conformes à la réglementation en vigueur

4.2 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Chaque entrepreneur devra mettre en œuvre des mesures de prévention et des moyens de protection en adéquation avec le risque.

Tous les postes de travail seront équipés de moyens d'extinction adaptés à la classe de feux. Pour attaquer efficacement un début d'incendie, il faut disposer de l'agent extincteur le mieux approprié à la nature du feu.

L'installation de chantier sera équipée d'extincteurs à eau et au CO2.

5 MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE

5.1 VRD PREALABLES AUX TRAVAUX

Le bâtiment est déjà raccordé aux réseaux.

L'entreprise titulaire du lot 01 prendra à son compte les abonnements.

5.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux publics. Compte tenu de l'importance du chantier, les travaux de voirie chantier et attentes diverses : électricité, eau, évacuation, téléphone, etc. seront réalisés en phase préparation des travaux.

Le **titulaire du LOT 1** doit proposer une installation sur le chantier. Cette installation peut être faite sur le site mis à disposition à l'arrière de la zone de travaux (voir Plan GEN 0). Les déplacements du personnel, entre les zones de chantier et les installations, se feront par un cheminement piétons sécurisé. Le **titulaire du LOT 1** doit prévoir des conditions de travail satisfaisantes en termes d'hygiène pour son personnel et le personnel de l'ensemble des intervenants du chantier. Dans ce but, **titulaire du LOT 1** devra concevoir et réaliser des locaux (vestiaires, sanitaires, réfectoires,...), conformément au décret du 08 Janvier 1965.

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

DESIGNATION	LOT EN CHARGE
Voies de desserte du chantier, passages piétons et plates-formes de travail	LOT 1
Réseaux utilitaires (Electricité – Eau – Eaux Usées – Téléphone)	LOTS 8 ET 12
Plateformes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	LOT 1
Bureau du chantier	LOT 1
Cantonnement et sanitaires pour l'ensemble des entreprises (voir ci-dessus), consommables, nettoyage et maintenance	LOT 1
Coffrets de distribution électrique de chantier Installation d'éclairage provisoire : - Couloirs de circulation - Ampoules protégées par hublot (pas d'ampoule nue)	LOT 8
Robinet de puisage	LOT 12
Consignes d'alerte (consignes et directives affichées)	LOT 1
Bennes à déchets pour effectuer un tri sélectif sur le chantier	Sans objet

Le plan d'installations de chantier devra faire apparaître :

- l'implantation des bureaux
- le nombre de sanitaires (douches - W-C) conformément au décret du 8 janvier 1965 modifié le 6 Mai 1995 soit 1 W-C et 1 urinoir pour 20 personnes maximum. Il faudra tenir compte de la présence éventuelle de personnel féminin. **Compte tenu de la durée du chantier, les WC mobiles (en plastique ou fibres) ne sont pas autorisés sur toute la période.**
- Possibilité d'équiper les WC définiifs en priorité pour les utiliser pour les besoins du chantier.**
- **les zones de parkings VL (y compris « visiteurs »)**
- les zones de parking temporaire pour livraisons
- Le (ou les) réfectoire(s) qui seront équipés de sièges et de tables en nombre suffisant, de réfrigérateurs pour conserver les repas, de chauffes plats, et de points d'eau potable
- le cheminement des véhicules et piétons aux installations principales avec passage obligé au point de contrôle des accès.
- les conditions d'éclairage intérieur et extérieur

- les zones de stockage des matériaux de déblais
- l'implantation des clôtures
- les plates-formes de travail et de tri, et l'emplacement des bennes de tri sélectif destinées à la récupération des déchets

Le titulaire du LOT 1 mettra à la disposition de l'ensemble des salariés un réfectoire jusqu'à la fin du chantier. Il sera équipé de sièges et de tables en nombre suffisant, de chauffe gamelles et d'un réfrigérateur pour conserver les repas.

Une trousse à pharmacie réglementaire sera mise à disposition par le **titulaire du LOT 1** dans le bureau du chantier, et accessible à tout le personnel. Cette pharmacie sera vérifiée et renouvelée autant que nécessaire.

Le nettoyage des locaux et des équipements, à charge du **titulaire du LOT 1**, comprendra le nettoyage des locaux, des équipements et des sanitaires, la désinfection des W-C et urinoirs, ainsi que l'approvisionnement en papier hygiénique, essuie-mains, etc. Ces opérations d'entretien devront être assurées quotidiennement, et comprendre l'évacuation des déchets et "ordures ménagères" recueillis dans les poubelles prévues à cet effet.

Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur (raccordement au réseau communal ou fosse étanche à vidanger). Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants seront formellement interdits.

Un moyen de communication fixe sera installé dans les locaux de chantier pour prévenir les secours en cas d'urgence. Les locaux seront équipés d'un moyen de lutte contre un début d'incendie. Les consignes d'alerte des secours seront affichées dans le bureau du chantier, et tous les chefs d'équipe de tous corps d'état devront être équipés d'un téléphone portable.

Les installations électriques des cantonnements et bureaux, sont à la charge du titulaire du LOT 8, et seront réceptionnées par un organisme extérieur agréé.

Le titulaire du LOT 1 devra empêcher toute intrusion d'une personne extérieure non autorisée, sur le chantier (et les installations) par tous les moyens (gardiennage si nécessaire), 24 heures sur 24.

L'ensemble de ces installations et des dispositifs, sera soumis à l'agrément du Maître d'œuvre et du CSPS.

5.2.1 Réseaux disponibles pour raccordement et alimentation du chantier

Le titulaire du LOT 8 fera son affaire de tous les branchements nécessaires aux installations de chantier.

L'entreprise devra prévoir l'approvisionnement en eau potable pour l'ensemble des personnels, y compris pour les sous-traitants : à minima, selon la réglementation 3 litres d'eau fraîche par jour.

Une fontaine à eau réfrigérée sera mise à disposition de l'ensemble des personnels par le lot 01

5.2.2 Vestiaires, Réfectoires et Sanitaires : toilettes - lavabos - douches

Sanitaires

L'entreprise mettra à la disposition des salariés :

- 1 WC et 1 urinoir raccordé au réseau fosse septique pour 20 personnes.
- 1 douche pour 10 personnes
- 1 lavabo pour 5 personnes

Tous les éléments pour fourniture (savon, essuie-mains, etc ...) et le nettoyage journalier seront à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

Vestiaires, Réfectoires

Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de :

- 1,25 m² par salarié, pour les vestiaires,
- 1,50 m² par salarié, pour le réfectoire.

Les vestiaires seront pourvus d'armoires penderie à double compartiment avec serrures ou cadenas. Les vestiaires seront éclairés et ventilés quelle que soit la situation.

5.3 PROPRETE DU CHANTIER – MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

Chaque semaine à minima, et autant que de besoin, le **titulaire du LOT 1** (G.O.) pourvoira au nettoyage et à la remise en ordre du chantier afin d'assurer :

- La maintenance et l'entretien de tout le matériel de secours
- la propreté,
- le maintien en bon état des cheminements piétonniers et des accès aux postes de travail,
- le maintien en bon état des voiries internes au chantier,
- la gestion des bennes de tri sélectif
- le déblaiement et à l'évacuation des déchets de toutes natures en décharges agréées,
- le bon état des clôtures et portails d'accès.

6 ORGANISATION DES SECOURS

6.1 DISPOSITIONS D'ALERTE

6.1.1 Alerte

Alerte cyclonique / 5 degrés d'alerte :

- 1) alerte jaune (vigilance)
- 2) alerte orange
- 3) alerte rouge
- 4) alerte violette (vents > 200 km/H)
- 5) alerte bleue (vigilance post phénomène)

6.1.2 Appel des secours en cas d'urgence

L'entrepreneur devra laisser en permanence sur le chantier un moyen de communication pour l'appel des secours en cas de problème.

APPEL DU 15 (tél fixe) ou 112 (tél portable)

EXEMPLE

La conduite à tenir en cas d'accident sur le chantier est :

1 - PROTÉGER

- Eviter le sur-accident,
- Rechercher les risques persistants,
- Faire cesser le risque, sinon retrait de la zone dangereuse et baliser cette zone.

2 - ALERTER

- le secouriste du travail

3 - EVALUER

- l'ampleur de l'accident

4 - APPELER

- le SAMU en composant le 15

5 - LOCALISER

- l'accident en précisant le point de rencontre.

6 - Donner les INFORMATIONS suivantes :

- * Nombre de blessés
- * Nature :
 - chute,
 - électrisation,
 - section de membre,
 - ensevelissement,
 - éboulement, ...

7 - Ne jamais RACCROCHER le premier

8 - ALLER ou ENVOYER

- quelqu'un au PRS défini, pour attendre les secours et les guider vers le lieu de l'accident.

6.1.3 En cas de découverte d'engins de guerre :

L'entrepreneur devra :

- faire cesser le travail immédiatement dans un rayon de 100 m
- interdire de toucher à l'engin suspect et de le déplacer
- prévenir le service départemental de la protection civile à la Préfecture via la **Gendarmerie (ou Police) 17, puis les pompiers 18 ou 112**
- mettre en place un balisage périmétrique comportant la mention "DANGER - INTERDICTION D'ACCES"
- soustraire à la vue du public la munition découverte en la recouvrant de terre
- ne pas ébruiter
- faire surveiller le site en attendant le service du déminage.

6.2 DISPOSITIONS D'ACCES ET DE CIRCULATION DES SECOURS

Pendant toute la durée des travaux l'entrepreneur devra assurer un cheminement praticable en permanence de manière à permettre l'accès des secours en tout point du chantier.

Un plan de secours est mis en place sur le chantier. En cours de travaux, l'entrepreneur pourra compléter ce plan de secours s'il le juge nécessaire. Il aura à sa charge la fourniture, la pose et l'entretien des panneaux de signalisation des Points de Rencontre Secours.

6.3 PRESENCE DE SAUVETEURS –SECOURISTES- MATERIEL DE SECOURS

Sauveteurs - secouristes du travail

- L'entrepreneur devra assurer, dans la mesure du possible, la présence permanente d'un sauveteur - secouriste du travail pour dix personnes ou par équipe indépendante.
- Chaque sauveteur - secouriste devra être identifié par un badge spécial apposé sur le casque.
- L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur - secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée annuellement par une formation de « recyclage ».

Premiers soins

- L'entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour que chaque poste de travail soit équipé en permanence d'une trousse de premiers soins appropriée et d'une couverture de survie.

7 MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS – ORGANISATION GENERALE EN TERMES DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Pour les travaux qui seront réalisés dans le cadre de l'opération « **AMÉNAGEMENT DES TRAVAUX PRENEUR– commune de SAINT PIERRE** », les principales actions de coordination, en matière de sécurité et de santé, auront pour domaines :

- La planification et l'organisation des travaux de manière à éviter les risques inhérents à la co-activité des entreprises sur une même zone de travaux,
- L'organisation de la circulation horizontale, tout particulièrement celle aménagée sur le chantier, les accès aux zones de travaux, la voirie publique et la prise en compte des co-activités avec d'autres chantiers et les riverains.
- L'organisation de l'accueil et de l'information de chaque entrepreneur.
- L'organisation des secours.

7.1 COORDONNATEUR SECURITE

En application de l'article L 4532-4 du Code du Travail, le Maître d'Ouvrage a désigné la Société PREVENTIO pour assurer la coordination, en matière de sécurité et de santé, au cours de la phase conception et réalisation. A cet effet, la Société PREVENTIO a affecté un coordonnateur sécurité pendant toute la durée des études et des travaux. Le cadre de cette mission de niveau 2 du coordonnateur de sécurité est défini notamment par l'article L 4532-5 du Code du Travail et par les textes pris en application.

En outre, le Maître d'Ouvrage habilitera le coordonnateur sécurité pour :

- Interrompre, lors de ses visites périodiques du chantier :
 - l'activité de tout poste de travail présentant un danger grave et imminent pour le personnel de l'entrepreneur, par défaut de protection collective ou individuelle.
 - toute activité ou tout équipement de travail qui présente un risque grave d'interférence avec une ou d'autres entreprises, ou qui n'aurait pas été planifiée en réunion de coordination travaux.

La reprise de l'activité ne sera autorisée qu'après mise en conformité du poste de travail, par le Maître d'Ouvrage, après consultation du Coordonnateur, et sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché.

- Faire procéder, par l'intermédiaire du MOE, et du MOA :
 - à la mise en œuvre des moyens nécessaires pour pallier la carence de l'entrepreneur, pour (liste non exhaustive) :
 - Non respect du PGCSPS.
 - Défaut de protection collective.
 - Défaut de protection ou de signalisation ou d'entretien des voies terrestres.
 - Défaut de protection ou de signalisation des zones de travaux.
 - à l'interruption des travaux, de tout entrepreneur qui n'aura pas remis, au préalable et dans les délais, son PPSPS, ou en l'absence de visite préalable d'inspection commune.

Le coordonnateur de sécurité pourra exiger de l'entrepreneur la mise à l'arrêt et le maintien hors service de tout équipement de travail, qui n'aurait pas satisfait aux vérifications réglementaires.

7.2 MISSION DU COORDONNATEUR SPS

Définition de la mission :

Sous la responsabilité du Maître d'ouvrage, le coordonnateur veillera à la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention suivants :

- a) éviter les risques ;
- b) évaluer les risques ne pouvant être évités et définir les mesures compensatoires à mettre en œuvre ;
- c) combattre les risques à la source ;
- d) tenir compte de l'évolution des techniques ;
- e) remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- f) planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
- g) prendre des mesures de protection collectives en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

Le coordonnateur dès la phase conception effectue une étude afin :

- a) d'élaborer le plan général de coordination ;
- b) de constituer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- c) d'ouvrir un registre journal de la coordination ;

Au cours de la réalisation des travaux, le coordonnateur devra :

- a) organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulation verticale et horizontale, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.

A cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger ;

- b) veiller à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;
- c) tenir à jour, adapter le Plan Général de Coordination et veiller à son application ;
- d) compléter en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- e) tenir compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et, à cet effet, notamment :
 - procéder avec le chef d'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non

- clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs personnels.
- communiquer aux entreprises, appelées à intervenir sur le chantier, les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement

7.3 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

7.3.1 Animateur prévention de l'entreprise, correspondant du Coordonnateur SPS

Pour réaliser ces travaux, l'entrepreneur mettra en place une organisation spécifique afin de veiller à la bonne mise en œuvre des mesures du PGCSPS ainsi qu'au respect des consignes de sécurité découlant des dispositions retenues dans les PPSPS des entreprises intervenantes. Cette organisation sera sous la responsabilité d'un « Animateur en Prévention », de niveau cadre, **réfèrent et interlocuteur unique du CSPS** affecté au chantier.

Ce responsable devra vérifier et viser les documents transmis au CSPS, et s'assurer que leur teneur s'intègre bien dans le Schéma d'Organisation de la Sécurité et de la Protection de la Santé du chantier, et du PPSPS général.

Certains éléments de sa mission de coordination sont également précisés en annexe au présent PGCSPS. Cette mission sera évolutive, en fonction de l'organisation, du phasage et de la nature des travaux de chacune des entreprises.

7.3.2 Déclaration d'intention de commencement des travaux

Préalablement à la mise en concurrence des entreprises, en phase PROjet, le MOA a envoyé une déclaration de projet de travaux (DT) au moyen du formulaire cerfa 14434-01.

A l'aide de ce même formulaire, l'entrepreneur devra procéder, dans les formes et délais prescrits par la réglementation, à la Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux, auprès de chaque gestionnaire des réseaux concernés par les travaux :

- Electricité (HT et BT)
- Télécommunications
- Eau potable sous pression
- Eau agricole sous pression
- Assainissement EP.

L'entrepreneur sera tenu au respect des dispositions réglementaires applicables et des prescriptions techniques ou administratives définies par chaque gestionnaire de ces réseaux.

Les accusés de réception des DICT seront communiqués au Coordonnateur pour archivage annexe au Registre Journal de Coordination.

Nota : à compter du 1er juillet 2012, l'arrêté du 21 avril 2011 pris en application du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution (JORF n°0105 du 6 mai 2011), sera applicable.

L'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement (articles L554-1 & R554-1, et suivants) relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution sera également applicable.

Les Entrepreneurs sont tenus de récupérer les informations sur le site :

www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

Cette base de données ne contient pas les informations sur les réseaux communaux ou du domaine privé des collectivités ; pour ces réseaux, l'entreprise devra donc effectuer les DICT auprès des collectivités concernées. Pour les réseaux internes aux installations existantes, l'entrepreneur, faute de dossier de récolement

Les DICT doivent être renouvelées au-delà d'un délai de 3 mois si les travaux sur la zone concernée ne sont pas commencés.

IMPORTANT

*Le travail à proximité des réseaux électriques enterrés (ou aériens) entraîne l'obligation **de détenir une AIPR** (ou habilitation supérieure) de tous les conducteurs d'engins et personnels d'accompagnement.*

Lorsque les travaux doivent être effectués au voisinage d'une ligne, d'une canalisation ou d'une installation électrique souterraine ou aérienne, qu'il a été convenu de mettre hors tension, le travail ne peut commencer que lorsque l'entreprise est en possession d'une « attestation de mise hors tension » écrite, datée et signée par l'exploitant (art. 175 du décret du 08 janvier 1965 modifié).

Dans tous les cas, l'entreprise est tenue de vérifier, avant démarrage des travaux, la nature et la position des réseaux existants. Elle assure :

- La prospection, la localisation et la reconnaissance de ces réseaux
- La protection des réseaux enterrés ou la mise en place de gabarits au droit des lignes électriques aériennes, conformes aux exigences du gestionnaire du réseau, au droit des zones de circulation et de l'installation générale de chantier.

7.3.3 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

L'entrepreneur, ainsi que ses sous-traitants, sont tenus de remettre au coordonnateur sécurité, 15 jours avant toute intervention, un PPSPS relatif aux travaux qui leurs sont confiés. Ce PPSPS pourra être complété par des additifs joints aux procédures d'exécution spécifiques à chaque tâche.

Le plan particulier de sécurité est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier. A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le coordonnateur et l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les distinguant :

- Les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques spécifiques découlant :
 - a) De l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant ;
 - b) Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;
- La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article [L. 4532-8](#) du code du travail;
- Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé sera également établi en tenant compte des prescriptions fixées par le marché.

Le PPSPS :

- Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs sur le chantier
- Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de produits, aux déplacements des travailleurs, à l'organisation du chantier ;
- Indique les mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent ;
- Précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

Le PPSPS comporte de manière détaillée :

- Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, notamment :
 - a) Les consignes de premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades
 - b) Le nombre de travailleurs du chantier formés pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
 - c) Le matériel médical existant sur le chantier ;
 - d) Les mesures prises pour évacuer, dans les moindres délais, dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves ;
- Les mesures assurant l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés aux travailleurs. Il mentionne, pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

L'entrepreneur mandataire, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L 4532-8 du Code du Travail doit transmettre un exemplaire de ce plan aux administrations compétentes. Les avis du Médecin du Travail et du C.H.S.C.T., ou à défaut des Délégués du Personnel de l'entrepreneur, seront transmis dans les formes et délais prévus par les dispositions réglementaires.

Un exemplaire à jour du P.P.S.P.S. sera tenu en permanence sur le chantier, dans le bureau de l'Animateur en Prévention. Y seront joints les avis du Médecin du travail et des membres du C.H.S.C.T. du personnel de l'entreprise.

L'un sera joint au Registre Journal du Coordonnateur dans son bureau, et consultable par les institutions. L'autre sera classé en Annexe au Registre Sécurité de l'Entreprise mandataire et consultable par les personnels de chantier.

7.3.4 Constitution du dossier sécurité (Animateur en Prévention)

L'Animateur en Prévention devra constituer et tenir à jour sur le chantier, un dossier sécurité qui comprendra notamment :

- Les procès-verbaux de contrôle des matériels de manutention
- Les procès-verbaux de contrôle de l'ensemble des engins
- Pour les conducteurs d'engins : la fiche d'habilitation, le CACES et la fiche d'aptitude médicale.
- Les habilitations du personnel (travaux en hauteur, à proximité des réseaux EdF, électriciens, etc...)
- Les procès-verbaux de réception des installations de chantier (électrique, ...)
- Le Registre de sécurité
- Le Registre de dangers graves et imminents relevés au cours d'inspection
- Le Registre d'observation
- La liste tenue à jour des personnels de chaque entreprise présente sur le chantier

7.3.5 Sous-traitants

Définition :

La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter, par un autre entrepreneur, une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.

Est considéré comme sous-traitant, le travailleur indépendant, l'entreprise ou la société, amenant son matériel, son personnel, son encadrement, ses matériaux et restituant un produit fini.

Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.

L'entrepreneur qui entend exécuter un marché en recourant à un ou plusieurs sous-traitant, doit, au moment de la conclusion et pendant toute la durée du marché, faire agréer chaque sous-traitant par le Maître d'Ouvrage.

- Tout entrepreneur a l'obligation de déclarer auprès du MOM et du Coordonnateur sécurité ses intervenants (sous-traitants, prestataires de services) et de leur transmettre toutes les consignes relatives à la sécurité et à la protection de la santé pour le chantier quinze jours ouvrés avant leur accueil sur chantier.
- L'entrepreneur qui entend sous-traiter ou faire exécuter une partie de ses prestations par un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé du travailleur. Pour l'élaboration de son plan particulier de sécurité, le sous-traitant tient compte des informations fournies par l'entrepreneur, notamment de celles qui sont contenues dans le plan général de coordination. Il tient également compte des informations contenues dans le document prévu au 2° de l'article [R4532-60](#) du code du Travail.
- La coordination des travaux effectués par les sous-traitants ou travailleur indépendant, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché de chaque lot.

7.3.6 Prestataire de services - Locatier

Est considéré comme prestataire de services, ou locatier, tout intervenant ne maîtrisant pas son mode opératoire, ou réalisant des prestations n'entrant pas dans le cadre des travaux du marché (ménage, gardiennage, livraison, ...).

Le prestataire ou locatier intervient sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice, et donc sous couvert du PPSPS de son donneur d'ordre ; il établit **une déclaration d'adhésion par écrit** à ce PPSPS, avec copie au CSPS. Il n'est pas soumis à l'inspection commune mais doit appliquer les dispositions prévues par le donneur d'ordre.

Le titulaire du marché doit réceptionner tout matériel ou engin de location à sa livraison et s'assurer avant l'utilisation par ses salariés que :

- Le matériel ou engin est conforme au contrat de location et les vérifications exécutées,
- Les salariés ont reçu la formation et l'information nécessaires (CACES, ...).

L'entreprise titulaire devra remettre à tout prestataire de services de transport et d'approvisionnement de fournitures un protocole de sécurité (Plan de Prévention) comprenant toutes les indications et informations utiles à l'évaluation des risques de toute nature générés par l'opération de déchargement ou de chargement et les mesures de prévention et de sécurité qui doivent être observées sur le chantier. Ces informations concernent notamment :

- **Pour l'entreprise d'accueil**
 - les consignes de sécurité, et l'itinéraire d'accès au chantier
 - Les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement
 - les moyens de secours en cas d'accident,
 - l'identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil.
 - les lieux d'intervention.

➤ **Pour les fournisseurs**

- les caractéristiques du véhicule
- les précautions ou sujétion particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles qui sont imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

7.3.7 Personnel intérimaire

Les entrepreneurs utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que celui-ci :

- à fait l'objet d'une visite médicale préalable,
- qu'il est apte à remplir la fonction définie sur la fiche de poste correspondant à la tâche pour laquelle il est employé (certificat d'habilitation CRCES),
- que les contrats de mission des personnels intérimaires mentionnent la définition du poste,
- qu'il a reçu la formation renforcée obligatoire à la sécurité par l'entreprise d'accueil,
- qu'il a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'entreprise sur le projet

Le personnel intérimaire est intégré au personnel de l'entreprise notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements fournis et mis à disposition par l'entreprise d'accueil.

7.3.8 SYNTHESE pour production du PPSPS

	Entreprises désignées par le Maître d'Ouvrage	Sous-traitants	Prestataires de services	Personnel intérimaire
PPSPS	X	X	X (1)	
D.H.O.L.	X		Fournisseurs	
Protocole de sécurité			Fournisseurs	
Adhésion au PPSPS du mandataire de chaque lot			Locatiers	X

(1) S'ils exécutent une prestation entrant dans le cadre du marché de travaux.

7.3.9 Inspections communes

En tant que correspondant du Coordonnateur Sécurité – Santé, l'Animateur en Prévention du mandataire du Marché aura pour mission d'identifier tous les futurs intervenants (cotraitants, sous-traitants) et de planifier leurs visites préalables d'inspection commune en liaison avec le coordonnateur.

Le planning étant établi, le CSPS et le l'Animateur en Prévention, procéderont, avec chaque entreprise à la visite d'inspection commune préalable où seront exécutés les travaux prévus dans le cadre du marché de l'entreprise. Cette inspection devra être programmée préalablement à l'intervention de l'entreprise, avant remise de son P.P.S.P.S. Elle sera réalisée avec le responsable de l'entreprise intervenante ou son représentant nommément désigné. Le nom de la personne sera acté dans le compte-rendu.

Cette visite pourra être effectuée en présence du Maître d'œuvre.

Pour les sous-traitants, la visite sera toujours effectuée avec le représentant de l'encadrement de l'entreprise titulaire de la prestation sous-traitée.

Le compte-rendu de chaque inspection commune, ainsi que les consignes ou instructions transmises par le coordonnateur sécurité, seront intégrés au registre journal de coordination du chantier, avec émargement de chaque entreprise concernée.

Les modalités et la programmation des inspections communes seront définies par le coordonnateur sécurité, en concertation avec le Maître d'œuvre.

La méthodologie à appliquer sera la suivante, lors de la période de préparation de chantier :

- Présentation de l'organigramme du mandataire.
- Visite préalable d'inspection commune avec chacune des entreprises intervenantes identifiées au travers de l'organigramme de chaque mandataire et agréés par le Maître d'Ouvrage.
- Elaboration des PPSPS correspondant à l'issue de chacune de ces visites (pour mémoire).

Futurs intervenants non encore identifiés :

- *Demandes d'acceptation de sous-traitant.*
 - Dés l'agrément par le Maître d'Ouvrage, planification des visites préalables entre le Coordonnateur et l'Animateur en prévention.
- *Demandes d'acceptation des prestataires de service.*
 - Communication de la liste de ces derniers au Coordonnateur par les soins de l'Animateur en prévention et communication au Coordonnateur de toutes les fiches d'accueil correspondantes.

7.4 REGISTRE JOURNAL

7.4.1 Présentation générale

Le Registre journal de la coordination est un dossier chronologique sur lequel sont consignés, au fur et à mesure du déroulement de l'opération, tous les événements relatifs à la coordination générale en matière de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article R4532-38 du Code du Travail. Ce registre est tenu par le CSPS, et disponible sur demande, conformément à l'article R 4532.40 du code du travail.

Il sera à disposition de qui voudra le consulter et en fera la demande au Coordonnateur Sécurité.

7.4.2 Mode de fonctionnement :

Chaque document émis par le Coordonnateur est archivé au Registre Journal de Coordination, selon les principes en vigueur au sein de la Société PREVENTIO. Après visa des PV de visite par l'Animateur en Prévention de l'entreprise, une copie lui est donnée immédiatement.

Une copie, sera transmise par voie électronique, aux destinataires suivants :

- 1 à l'entreprise Mandataire (si l'entreprise concernée est cotraitante ou sous-traitante)
- 1 au MOE
- 1 au Maître d'ouvrage

7.5 MISE A JOUR DU PGCSPS

Les mises à jour du PGCSPS sont effectuées par le coordonnateur sécurité pendant toute la durée de l'opération.

Les mises à jour feront l'objet d'AVENANTS au PGCSPS dans le cas de modification des clauses contractuelles du MARCHE de TRAVAUX.

Elles feront l'objet d'un nouvel Indice du PGCSPS dans le cas de nouvelles informations n'ayant pas de conséquence sur le contenu des contrats des entreprises.

Elles seront portées à la connaissance de tous les intervenants concernés. Elles sont fonction :

- de l'évolution du chantier,
- des environnement et contraintes propres à chaque zone de travaux,
- de modifications apportées au contrat des entreprises

Ce chantier est une **opération de 2ème catégorie**

7.6 REFERENCES AUX PIECES DU DCE

En sus du PGCSPS, les candidats sont invités à prendre connaissance des dispositions concernant la sécurité du chantier figurant dans les différentes pièces du DCE.

7.7 RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX

Selon l'Article L. 4121-2 du code du Travail, les principes généraux de prévention sont :

- a) éviter les risques
- b) évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- c) combattre les risques à la source
- d) adapter le travail à l'Homme
- e) tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f) remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux
- g) planifier la prévention en y intégrant dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants
- h) prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelles
- i) donner des instructions appropriées aux travailleurs

ANNEXE 1

MISSIONS DE L'ANIMATEUR EN PREVENTION AU SEIN DES ENTREPRISES

Organisation générale / Modes opératoires / Evaluation des risques / Instructions sécurité et santé / Procédure d'autocontrôle :

Vérification de l'élaboration et de l'actualisation du PPSPS de l'entreprise ou de chaque entreprise de groupement, y compris sous-traitante ou prestataire de services ou fournisseur

Elaboration et mise en oeuvre de la procédure d'autocontrôle de l'application des mesures du PPSPS de chaque entreprise

Autorisation d'accès / Information sécurité / Formation particulière du personnel

Déclaration du personnel autorisé en vue notamment de la formation d'accueil

Déclaration des véhicules et engins autorisés

Déclaration des sous-traitants, des travailleurs indépendants, des prestataires de services ou des fournisseurs

Elaboration et mise en oeuvre de l'accueil du personnel sur le chantier et de l'information du personnel en matière de sécurité et de protection de la santé avec fourniture d'un Livret d'Accueil.

Déclaration et suivi du personnel soumis à formation particulière

Conformité, utilisation et maintenance des équipements de travail

Gestion du contrôle de conformité aux mesures techniques retenues dans le Plan Général de Coordination

Formation à l'utilisation des équipements de travail et de leur maintenance

Planification / Coordination

Participation à l'élaboration et à l'actualisation du planning détaillé des travaux (gestion des co-activités)

Définition des risques "importés" ou "exportés" inhérents à la co-activité au sein de l'entreprise ou du groupement et à l'environnement du chantier

Définition des mesures retenues pour pallier ces risques

L'ensemble de ces informations sera remis au coordonnateur sécurité lors des réunions de coordination afin d'assurer la gestion des interfaces au sein du groupement ou de l'entreprise vis-à-vis des autres entreprises.

Accidents

Collecter et transmettre au coordonnateur SPS, après annotation, les rapports d'accidents corporels établis par l'entreprise.

ANNEXE 2

Liste des entreprises

Coordonnées entreprises	Nature des Travaux
Nom : Tél : Mail :	LOT 01 : G-O / DÉMOLITIONS / ESPACES VERTS
Nom : Tél : Mail :	LOT 02 CHARPENTE / COUVERTURE / MÉTALLERIE
Nom : Tél : Mail :	LOT 03 MEN INT / AGENCEMENTT
Nom : Tél : Mail :	LOT 04 MEN EXT
Nom : Tél : Mail :	LOT 05 CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX-PLAFONDS
Nom : Tél : Mail :	LOT 06 REVÊTEMENTTS DURS
Nom : Tél : Mail :	LOT 07 PEINTURE / REVÊEMENTTS SOUPLES / NETTOYAGE
Nom : Tél : Mail :	LOT 08 ÉLECTRICITÉ
Nom : Tél : Mail :	LOT 09 VDI
Nom : Tél : Mail :	LOT 10 AUDIOVISUEL ET TECHNOLOGIE
Nom : Tél : Mail :	LOT 11 CLIMATISATION / VENTILATION
Nom : Tél : Mail :	LOT 12 PLOMBERIE SANITAIRE / PROTECTION INCENDIE
Nom : Tél : Mail :	LOT 13 SIGNALÉTIQUE

ANNEXE 3

Carte du BTP

Depuis le 1^{er} octobre 2017, l'article R.8291-1 du code du travail impose que tous les travailleurs du BTP soient en possession d'une carte du BTP

Tout employeur dont les salariés accomplissent, dirigent ou organisent, même à titre occasionnel, secondaire ou accessoire, des travaux de bâtiment ou de travaux publics, est tenu de demander la Carte BTP pour les salariés concernés.

Les structures d'insertion (associations intermédiaires, entreprises d'insertion) sont concernées par l'obligation, dès lors qu'elles mettent à disposition des salariés sur les chantiers.

Cette obligation s'applique également, pour les mêmes travaux :

- aux entreprises de travail temporaire établies en France,
- aux employeurs établis à l'étranger et qui détachent des salariés en France,
- aux entreprises établies en France ayant recours à des salariés détachés intérimaires.

Les salariés concernés par la Carte BTP sont ceux qui « *accomplissent, dirigent ou organisent, même à titre occasionnel, secondaire ou accessoire, des travaux de bâtiment ou de travaux publics* ».

L'obligation s'applique quel que soit le type de statut (salariés, intérimaires, détachés, intérimaires détachés) et des contrats (CDI, CDD, apprentis).

A qui s'adresser ?

Les demandes de cartes BTP doivent être faites sur le site « cartebtp.fr »

ANNEXE 4

D.H.O.L.

CSPS : PREVENTIO	DATE	Modifications apportées au DHOL
M. BOULANGER		Document initial – annexe au PGCSPS

PARTIE REMPLIE PAR LE CSPS			
Adresse du chantier		Coordonnées GPS	
Contraintes horaires de livraison		Moyens mutualisés de levage et manutention	NON
Autres renseignements	Un seul véhicule de livraison sur plateforme	Quai de déchargement	NON

PARTIE A REMPLIR PAS L'ENTREPRISE				
NOM de l'ENTREPRISE		Adresse du Siège		
NOM DU RECEPTIONNAIRE SUR SITE		COORDONNEES TELEPHONIQUES		
DATE & PLAGE HORAIRE DE LIVRAISON				
PRESENCE D'UN CHEF DE MANŒUVRE	OUI		NON	
APPAREIL DE LEVAGE UTILISE POUR LA LIVRAISON (cocher la case)	GRUE DE CHARGEMENT	APPAREIL PROPRE AU CHANTIER		APPAREIL A LA CHARGE DU FOURNISSEUR
	TYPE	TYPE		
AUTRES RENSEIGNEMENTS UTILES				